

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**La Mise en Valeur
du Togo
sous le Mandat Français**

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

PAR

M. SAMUEL FERJUS

Administrateur des Colonies

Présentée et soutenue le 21 Décembre 1926, à 14 heures

Président : M. PERREAU.

Membres { MM. MAUNIER.
OUALID.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

1926

Thèse
Paris
1926.

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

**La Mise en Valeur
du Togo
sous le Mandat Français**

THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

à soutenir par

M. FERJUS SAMUEL

Administrateur des Colonies

21 DÉCEMBRE 1926

Président : M. PERREAU.

Membres { MM. MAUNIER.
OUALID.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

—
1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Avant d'examiner l'œuvre économique réalisée et à réaliser par la France dans la partie de l'ancien TOGO-LAND germanique, dont l'administration lui a été confiée par la Société des Nations, il n'est pas sans intérêt de marquer l'importance exceptionnelle que revêt, pour le redressement de l'économie nationale, fortement ébranlée par la grande guerre, la mise en valeur des colonies en général.

Par ailleurs, au TOGO, comme dans les possessions appartenant en propre à la France, le mot d'ordre a été et est d'intensifier et d'améliorer la production.

Ce but est, au surplus, à la fois réaliste et moral, le niveau social élevé, que nous avons à tâche d'assurer à l'indigène, étant conditionné par son travail et son enrichissement. Son mieux-être moral est, en effet, intimement lié à l'accroissement de ses ressources.

S'ils ne sont pas encore parvenus à s'accorder sur le meilleur programme de restauration économique, les partis politiques, en France, sont unanimes sur un point : la nécessité de développer la production coloniale.

Pour comprendre cette unanimité, il n'est qu'à relever, dans nos statistiques d'importations des dernières années, la part très insuffisante prise par nos diver-

ses possessions. En 1923 (1) la France a acheté à l'étranger — et donc payé en or, au grand détriment du franc — 17.810 millions de coton, laines, sucre, cacao, riz, bois, tabac, café, etc., tous articles susceptibles pourtant d'être fournis par nos colonies.

En 1924-1925, la situation a été presque identique : relativement à nos importations globales, notre domaine colonial nous a fourni 80 % du riz, 25 % du sucre, 17 % des céréales, 30 % des graines oléagineuses, 20 % des minerais dont nous avons besoin.

En coton, laine, soie, bois, caoutchouc, café, tabac, etc., nous en avons reçu une proportion presque infime.

Aussi l'extension du rendement des colonies n'a-t-elle cessé, depuis la signature de la paix notamment, d'être une des grandes préoccupations du Gouvernement Français.

Plusieurs manifestations officielles en témoignent : qui ne se rappelle les projets de loi déposés, dès 1919, par le Ministre des Colonies, M. Albert Sarraut, sur les grands travaux auxquels reste subordonné l'essor définitif de nos diverses possessions ?

Le passage, relatif aux Colonies, du Discours prononcé en septembre 1926, par le Chef du Gouvernement, à Bar-le-Duc, vaut d'être cité entièrement : « Travailler, produire, exporter, ce sont les trois conditions maîtresses de notre renaissance économique et financière. Sur un terrain déblayé et raffermi, le Gouvernement compte donc proposer aux Chambres d'élever l'édifice de l'avenir. On leur présentera un programme positif destiné à l'utilisation féconde de tou-

(1) Voir articles de M. le Gouverneur Général Garbit, insérés dans l'Exportateur Français de janvier-février 1925.

tes nos forces et de toutes nos richesses nationales en vue de poursuivre la politique d'améliorations sociales qui est l'honneur de la République ; et, à cet effet, il appellera à collaborer avec la métropole ces colonies dont les populations nous ont si vaillamment aidés pendant la guerre et qui contiennent encore tant de ressources inemployées. »

Écoutons M. Steeg, Résident Général du Maroc : « Il s'agit d'améliorer, par une réduction méthodique, la quantité et la qualité des produits dont l'industrie française et notre monnaie nationale ont un si pressant besoin. Notre ambition la plus haute est d'apporter de plus en plus à la Métropole le complément de ce qui lui manque, qu'elle ne trouve pas sur son sol, de l'exonérer du tribut qu'elle est appelée à payer à l'étranger pour le plus grand préjudice de notre franc. »

M. le Garde des Sceaux Barthou, dans le discours qu'il prononçait, le 24 octobre 1926 à Nogent-le-Rotrou, à l'inauguration du Monument élevé à la mémoire du Président Paul Deschanel « qui eut des vues prophétiques en matière de politique coloniale et sur les rapports du politique et de l'économie », n'hésitait pas à affirmer que « la politique coloniale est devenue en France, la condition de la politique sociale. »



Accroître la production coloniale, substituer des cultures à la brousse, l'homme à la bête, le projet en est vite conçu, surtout sous l'aiguillon de nécessités pressantes. Mais sa réalisation est, hélas ! moins rapide.

« Il est de stricte honnêteté de garantir notre opinion publique contre le mirage de promesses trop sé-

duisantes » a récemment déclaré M. le Ministre Léon Perrier (1).

On se rappelle le mot de Bacon : « Il en est d'une colonie comme d'un bois qu'on plante. » Nous n'avons, par ailleurs, qu'à nous en rapporter au sentiment d'administrateurs ou économistes éminents. Écoutons M. le Gouverneur Général Garbit, dont nul n'ignore l'œuvre particulièrement brillante à Madagascar : « Il importe donc de lutter, par les moyens appropriés, contre cette dépréciation, en partie factice, de notre monnaie. Mais pour obtenir, d'abord, sa stabilisation nécessaire, puis son relèvement progressif, il importe d'améliorer notre balance commerciale... Songeons donc à mieux utiliser nos possibilités coloniales, le concours que nous pouvons demander à nos colonies ne saurait être lui-même que *progressif* et ne s'accroîtra jamais aussi vite qu'il le faudrait. Nous devons donc nous appliquer avec énergie et diligence à une mise en valeur plus intense de nos possessions (2).

M. le Gouverneur Général Carde, dont on sait la puissante activité et les merveilleux résultats en Afrique Occidentale Française, a signalé, lui-même, l'importance du facteur « temps ». Dans un discours prononcé à l'Institut Colonial français, il déclarait au sujet des grands travaux d'irrigation entrepris en A. O. F., pour la culture cotonnière : « Ce ne sera probablement pas nous, ce ne seront même pas nos descendants immédiats qui pourront voir les récoltes dont nous sommes en train de planter les semences. Réflé-

(1) Discours prononcé le 8 Novembre 1926 à l'ouverture de la session du Conseil Supérieur des Colonies.

(2) Cf. Exportateur Français, janvier 1925 sous le titre « Le rôle des colonies dans notre balance nationale ».

chissez qu'il a fallu 60 ans aux Américains pour exporter les premières 70.000 balles de coton d'Amérique ». M. le Gouverneur Général Antonetti, qui s'applique résolument à réaliser la voie ferrée Congo-Océan, a, lui aussi, mis l'opinion publique en garde contre des espérances trop promptes ou exagérées.

Dans le Journal du 7 septembre 1926, l'économiste Octave Homberg, qui a parcouru toutes nos colonies d'Asie et d'Afrique, vante leurs richesses mais souligne pour leur exploitation, l'urgence de programmes appropriés et la nécessité d'une étroite liaison entre l'administration et la colonisation.

« Notre domaine colonial ne le cède à aucun autre. Mais jusqu'à présent, la méthode nous a fait défaut. Ne faudrait-il pas avoir une politique de matières premières rationnelle et méthodique ? Et surtout se persuader que tous les programmes resteront chimériques tant que ne s'établiront pas, entre administration et colonisation, entente et collaboration ».

Donc, les programmes une fois établis, c'est ensuite leur exécution ininterrompue qui importe. C'est le lieu de rappeler la formule du Maréchal Lyautey, formule qui fut le vrai secret de ses succès partout éclatants : « Pour réussir, il faut une volonté, de la continuité et une décision prête à tout briser. »

La mise en valeur des colonies soulève des problèmes aussi nombreux que délicats. On en peut juger rien que par l'énumération, d'ailleurs incomplète, suivante :

- a) Un choix judicieux des cultures d'exportation et le développement concomittant des denrées vivrières ;

- b) Un régime domanial favorisant l'essor de la colonisation européenne et indigène ;
 - c) L'élaboration, pour l'indigène, d'un statut qui, tout en tenant compte de ses traditions, dégage l'esprit d'initiative des jeunes générations, notamment et assure la mobilisation de la terre, condition essentielle du crédit agricole ;
 - d) Un programme rationnel de travaux d'intérêt général ;
 - e) Un régime fiscal susceptible, à la fois, de ménager les nouvelles entreprises, et de procurer au budget les ressources considérables que nécessitent l'exécution des travaux envisagés et l'extension de l'outillage ;
- Un système douanier adapté aux buts poursuivis.
- f) Une législation du travail définissant et sanctionnant les rapports des employeurs et employés ;
 - g) Une politique tendant au développement de la main-d'œuvre indigène par l'assistance médicale et à la préparation de la main-d'œuvre professionnelle par l'école et des établissements officiels et privés d'apprentissage.

Et nous en passons...

Il est évident que, pour la plupart des problèmes soulevés, aucune formule uniforme, rigide, ne peut convenir à l'ensemble de nos possessions. Chaque solution doit être adaptée à la colonie, répondre à son stade de civilisation, à sa situation politique. Cette spécialisation s'imposait particulièrement au Togo où la France n'exerce qu'un mandat, où sa gestion, soumise au contrôle de la Société des Nations, est exposée aux critiques exagérées de la propagande allemande.

C'est la tâche accomplie au Togo que nous voudrions mettre en lumière. Nous utiliserons, à cette fin, les renseignements contenus dans les divers rapports annuels adressés, jusqu'ici, au Conseil de la Société des Nations par le Gouvernement Français, rapports tous édités et publiés.

On sait déjà que cette œuvre, parce que humaine et profitable d'abord aux indigènes, faite de leur collaboration, a pleinement justifié la confiance de la Société des Nations et valu ses éloges répétés au Gouvernement de la République et à son Commissaire au Togo.

PREMIÈRE PARTIE

Développement de la production du Togo depuis l'occupation Française (1920-1926)

CHAPITRE PREMIER

Statistiques comparatives douanières des exportations et importations — Commentaires —

Le mouvement des exportations d'un pays ouvert, comme le Togo, au commerce mondial, donne une idée assez exacte de la marche de sa production.

Le seul rapprochement des chiffres d'exportations annuelles enregistrés au Togo depuis 1920 — année de l'occupation française — fait ressortir les progrès réalisés dans la mise en valeur de ce territoire.

Années	Quantités exportées (tonnes)	Valeur (francs)
1920	17.751	22.758.091 fr.
1921	7.607	7.018.121 »
1922	13.119	17.197.281 »
1923	22.446	24.159.424 »
1924	27.696	61.171.240 »
1925	23.300	61.576.782 »

Ces chiffres nécessitent quelques commentaires.

a) Ce sont surtout les tonnages indiqués qu'il convient de considérer, les statistiques « valeurs » données sont, en effet, calculées suivant des mercuriales variant sensiblement d'une année à l'autre selon les fluctuations des prix et des changes.

b) Le fléchissement relevé en 1921 a été provoqué par l'avilissement, alors survenu en Europe, dans les prix de toutes les matières premières, celles de provenance coloniale en particulier. L'arrêt des transactions des factoreries locales se conformant aux ordres de leur maison-mère s'est fatalement traduit par un ralentissement des efforts indigènes. L'accroissement de la production du pays est encore mieux souligné par les statistiques allemandes de 1912. A défaut de tonnages, celles-ci accusaient une valeur totale d'exportation de 9.959.905 marks (le mark valant alors 1.25), pour tout l'ancien TOGO-LAND, couvrant 87.200 kmq., c'est-à-dire une superficie bien supérieure à celle du territoire placé sous le mandat français et qui ne mesure que 55.000 kmq.

C'est assez dire combien sont injustifiées les allégations des Congrès coloniaux de Hambourg et de Berlin représentant la France comme incapable de poursuivre la mise en valeur commencée par les Allemands avant 1914.



On aboutit aux mêmes conclusions de rapide progression quand on examine le mouvement des importations. On sait que c'est surtout en Afrique que se vérifie l'étroite corrélation des exportations et des importations ; peu épargniste, l'indigène s'empresse gé-

néralement d'utiliser le prix de ses récoltes à des achats de vêtements et de denrées.

Années	Quantités importées (tonnes)	Valeur (francs)
1920	15.220 T.	26.111.670 fr.
1921	8.465 »	11.247.953 »
1922	12.580 »	10.107.453 »
1923	14.000 »	31.426.622 »
1924	20.010 »	54.925.943 »
1925	25.419 »	76.318.503 »

Confrontés avec les 11.427.831 marks auxquels les statistiques allemandes évaluaient les importations de 1912, les chiffres ci-dessus établissent un contraste qui est hautement en faveur de la France.



Pour éloquentes qu'elles puissent être, les statistiques globales qui précèdent ne suffisent pas à traduire tout le mouvement économique survenu.

Sans doute, disent-elles que les Togolais ont, depuis l'administration française, augmenté considérablement leur production et que leurs facultés d'achat s'étant, par suite, développées, ils ont pu mieux se nourrir, se vêtir et se loger.

Mais ce que ces statistiques globales ne disent pas et qui est cependant capital, parce que révélateur de la politique suivie, c'est que cet accroissement de production résulte surtout de l'extension donnée à des cultures particulièrement rémunératrices (coton, cacao, café) et de l'application de meilleurs procédés de récolte et de préparation des produits de cueillette, tels

que l'huile de palme et les amandes de palmes. Cette politique répond entièrement aux vues exposées par M. le Ministre Léon Pèrrier à la récente session du Conseil Supérieur des Colonies : « Le développement agricole des colonies comprend l'extension des cultures existantes et l'introduction de cultures nouvelles adaptées au pays et satisfaisant aux conditions économiques actuelles. »

Les statistiques comparatives suivantes, concernant les principaux produits d'exportation du territoire, précisent cette orientation.

	1912	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Coton égrené.....	Q 550.000 k. V 514.000 ^{mks}	987.242 k. 4.491.584 fr.	721.430 k. 1.444.879 fr.	678.622 k. 2.355.937 fr.	766.383 k. 2.682.343 fr.	997.592 k. 12.774.182 fr.	1.601.864 k. 13.298.184 fr.
Huile de palme.....	Q 3.337.000 k. V 1.412.000 ^{mks}	2.991.675 k. 2.980.264 fr.	111.495 k. 117.176 fr.	950.719 k. 1.152.644 fr.	2.913.706 k. 3.496.448 fr.	3.348.557 k. 8.797.325 fr.	2.665.260 k. 8.046.359 fr.
Amandes de palme.....	Q 11.639.000 k. V 3.379.000 ^{mks}	10.399.810 k. 8.710.955 fr.	1.599.324 k. 906.439 fr.	6.168.660 k. 4.608.600 fr.	10.320.786 k. 7.224.552 fr.	12.531.651 k. 18.059.117 fr.	8.815.805 k. 15.485.855 fr.
Coprah.....	Q 161.000 k. V —	— —	194.450 k. 114.176 fr.	740.339 k. 721.771 fr.	1.122.833 k. 1.066.694 fr.	718.863 k. 1.339.554 fr.	1.008.867 k. 1.954.817 fr.
Cacao en fèves.....	Q 283.000 k. V 243.300 ^{mks}	2.626.660 k. 5.456.484 fr.	1.875.352 k. 1.537.958 fr.	3.505.349 k. 5.801.517 fr.	3.324.502 k. 7.646.355 fr.	6.431.914 k. 17.305.181 fr.	4.606.784 k. 16.584.425 fr.
(Q. quantités en kg) (V. valeur)					—	—	

Il n'est pas sans intérêt de donner les statistiques des principaux produits d'importations et d'indiquer en même temps les pays fournisseurs et les mouvements de navigation de Lomé, port unique du territoire :

Produits	Valeurs en francs		Pays de provenance
	1924	1925	
Tissus.....	16.160.813	22.291.227	{ Angleterre et colonies, Hollande et Allemagne.
Ouvrages en matières diverses	7.685.156	7.059.418	
Boissons.....	3.686.867	6.116.670	Hollande-France
Tabacs.....	3.519.170	2.867.485	{ Etats-Unis
Pétroles et essences.....	2.535.944	2.815.389	{ Etats-Unis
Fils.....	1.795.887	1.675.065	{ Angleterre
Machines et mécaniques.....	1.190.486	1.686.897	{ Allemagne Angleterre, France

Tableau comparatif de la navigation au long cours pendant les années 1922, 1923, 1924, 1925 pour le port de Lomé.

Pavillons	1922	1923	1924	1925
Français	97	104	119	149
Anglais	126	143	142	138
Hollandais	29	33	29	31
Américains	10	15	17	15
Danois	9		1	
Norvégiens	1			1
Portugais	1			
Italiens	1	2	2	
Suédois		1		
	274	298	310	324

Les statistiques ci-dessus montrent que toutes les nations participent au commerce extérieur du Togo et que la France observe strictement le principe de l'égalité économique inscrit au mandat qu'elle a reçu.

CHAPITRE DEUXIEME

Politique économique appliquée par la France

Quelle politique a pu amener les excellents résultats révélés par les statistiques ci-dessus ?

Nous pouvons hardiment répondre que c'est une politique faite d'idéalisme moral et de réalisme vigoureux, une politique de liberté et de confiante collaboration vis-à-vis des indigènes. De patience et de ténacité aussi, le temps, dont il s'agit, en définitive, de hâter l'action, étant un facteur déterminant du progrès humain surtout lorsque, faute de ressources de sous-sol, le succès n'est attendu que de l'éducation agricole de la masse.

Dans les pays neufs, privés, comme le Togo, d'industrie, la production agricole est la première étape à franchir. Et l'effort doit porter autant sur les cultures vivrières que sur celles d'exportation, car il s'agit de garantir l'indigène de la faim, de mieux le nourrir, et aussi de l'enrichir pour qu'il se vêtisse et se loge mieux.

Routinier, aimant, certes, la terre mais la craignant parce que lui croyant, par fétichisme, mille pouvoirs et caprices, l'ayant depuis des siècles toujours débroussaillée par le feu et superficiellement grattée avec sa daba, l'indigène ne saurait, à lui seul, sélectionner les graines, étudier et régler les assolements, choisir l'époque des semailles. Ce sont là des préoccupations ressortissant à la science expérimentale, domaine jusqu'ici exclusif du civilisé.

L'on s'imagine, dans ces conditions, tout l'effort que représentent l'initiation, le dressage de peuplades acquises depuis des milliers d'années, à l'empirisme et que les premières suggestions et innovations trouvent généralement très méfiantes.

Il faut d'abord apprivoiser le primitif, le convaincre qu'on ne veut que son bien, puis créer et multiplier tout près de lui « car il n'aime guère se déranger » des champs d'expérimentations agricoles, l'intéresser aux essais, mettre en mouvement, sous ses yeux, nos machines, lui prouver par des rendements évidemment meilleurs, la supériorité de nos méthodes culturales.

Rien ne vaut l'appât du gain pour décider l'homme.

Voilà la tâche que, dès son installation au Togo, la France assumait vis-à-vis de la Société des Nations ; tâche immense et qui, visant l'exploitation d'un sol guère étudié et connu, l'initiation d'habitants attardés, frustes, peu disposés, d'instinct, à des efforts soutenus, exigeait à la fois de la prudence, du tact et de la fermeté.

Le Commissaire de la République s'est rendu vite compte de la situation. Il fixa son programme d'action et appela tous à y collaborer : administrateurs, services agricoles, instituteurs officiels et privés, missions religieuses, chambre de commerce, sociétés industrielles et commerciales, conseils de notables, chefs indigènes. Chacun reçut un rôle déterminé, tout le monde convergeant vers le même but : vivifier le pays, d'abord pour ses habitants, et le faire entrer dans le concert des contrées laborieuses et productrices du monde.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer M. le Commissaire de la République (rapport de 1922, pa-

ges 72 et 73). « Il faut mettre en valeur pour civiliser. Il ne saurait nous échapper que l'œuvre de la mise en valeur, si perfectionnés que soient nos moyens industriels et notre outillage, ne pourra prétendre à la durée et à la pleine réalisation que si l'indigène nous apporte une collaboration d'autant plus féconde qu'elle sera totale et volontaire. Aussi, apparaît-il qu'en matière de colonisation, l'idéalisme démocratique le plus pur peut et doit s'associer au réalisme pratique... Développement du bien-être matériel, moral et social. A cet effet, protection de la santé publique, lutte contre l'alcool, respect des coutumes, diffusion de l'enseignement, consolidation et protection de la propriété. Nous avons l'impression que ce plan d'action, à la fois conforme aux vues de la Société des Nations et aux traditions de la politique française, n'apparaîtra pas seulement aux esprits impartiaux comme un rêve d'avenir vers lequel nous tendons, nous sommes persuadés qu'ils reconnaîtront les résultats obtenus déjà et constateront également l'importance des mesures en voie de réalisation. »

Au lieu du système des concessions européennes, ou de la collaboration par l'association, dont le métayage, est, dans certaines colonies plus étendues, la forme la plus courante, le Togo a tendu, de plus en plus, à pratiquer le système que le Commissaire de la République a dénommé « collaboration européo-indigène aidée par l'administration. »

Il nous apparaît que le rôle de l'Administration a été en tous points celui que les physiocrates assignaient à l'Etat : Agir sur le vouloir des individus, agir sur leur savoir par l'organisation de l'instruction,

enfin agir sur leur pouvoir par l'exécution des grands travaux.

L'autorité place ainsi les individus dans les conditions les plus favorables pour réaliser eux-mêmes l'ordre naturel, la protection économique, pour qu'ils aient plus de chances d'obtenir le maximum de résultats avec le minimum d'efforts.

En effet, au Togo, l'Administration s'est empressée d'instituer un régime domanial et foncier susceptible de favoriser le développement économique.

Elle a éduqué le cultivateur indigène, lui a recherché les terres les plus fertiles, signalé les meilleures fumures, les cultures les plus payantes, lui a procuré des semences sélectionnées, elle l'a aidé à se munir de l'outillage aratoire approprié et à soigner rationnellement ses plantations.

L'Administration s'est encore appliquée; — puisque « produire est vain si l'on ne transporte » — à assurer, par l'aménagement de voies de communications suffisantes, l'évacuation de la production.

La métropole, de son côté a, dans un but d'encouragement, accordé à certains produits du Togo un tarif avantageux. Enfin, l'autorité s'est préoccupée du crédit agricole et a mis sur pied une réglementation du travail, certes perfectible, mais cadrant avec le tempérament de l'indigène et les besoins actuels de la colonisation.

L'initiative privée a commencé à remplir son rôle qui consiste à apporter les capitaux, son outillage perfectionné et sa technicité. Elle a ouvert des factoreries pour l'achat des produits indigènes, installé des usines modernes, pour le traitement sur place de certains

produits achetés à l'autochtone. Machines agricoles, tracteurs automobiles, matériaux de construction, sont, en effet, des dépenses de capitalisation par qui s'augmente la valeur du sol et se multiplient les sources de richesses futures.

Quant à l'indigène, il s'est courageusement mis à produire ; les statistiques en témoignent.



Il importe de souligner cette déclaration faite, dès 1922, par M. le Gouverneur Bonnacarrère, que le programme et la méthode adoptés s'inspiraient « des vues de la Société des Nations et des traditions de la politique française. »

Elle répondait, comme par avance, à certains publicistes d'Outre-Rhin qui, obligés, aujourd'hui, de reconnaître l'œuvre accomplie, insinuent que si la France a ainsi administré le Togo, c'est parce qu'elle savait sa gestion contrôlée par la Société des Nations. A la vérité, l'attitude de la France républicaine au Togo est bien conforme à ses traditionnelles conceptions humanitaires de la colonisation.

Nous n'aurions, pour le prouver, qu'à évoquer la tâche réalisée aux Antilles, à la Réunion et au Sénégal. Trois fils distingués de ces colonies, MM. de Mahy, Lemery et Diagne, leurs représentants au Parlement, ont pu s'élever, par leur talent, jusqu'aux responsabilités du Pouvoir. Nous pourrions rappeler aussi les idées et les méthodes d'administrateurs éminents comme M. Albert Sarraut, et M. Steeg qui, sur d'autres points, en Asie et en Afrique, ont représenté la France.

« La Colonie, écrit M. Sarraut, est une entité so-

ciale, politique, économique, à culture primitive ou retardée, dont un Etat supérieur assume, au nom de la civilisation, la charge d'organisation politique, la tutelle sociale et économique. »

Même note chez M. le Résident Général Steeg qui, célébrant, avec son lyrisme coutumier, l'effort de solidarité, d'entr'aide et de paix entrepris par la République, déclarait : « Il ne s'agit pas seulement d'instaurer dans la Méditerranée une activité commerciale plus intense, une force française plus vigoureuse et plus souple, mais d'apporter l'hygiène, la justice et la paix à des peuplades qui ne connaissaient naguère que les épidémies, le pillage et la guerre... La paix française n'est pas la paix morne des déserts silencieux ou des plaines incendiées, paix de contrainte amère sous laquelle palpitent les rancunes, frémit une soif inextinguible de représailles et de vengeance. La paix française, ce n'est pas la solitude de la désolation, c'est la vie plus intense, plus haute, mieux assurée, c'est une émulation ardente des individus et des peuples tendant à plus de savoir, à plus de liberté et à plus de bonheur.

C'est le même idéal que M. le Ministre des Colonies, Léon Perrier, définissait dans une allocution récente aux élèves de l'Ecole coloniale « s'y préparant par un rude travail à devenir par le cœur, par l'intelligence et la volonté, à travers les immenses territoires de l'Asie et de l'Afrique, les administrateurs et les mainteneurs de la paix, de la justice et de la prospérité, les vrais missionnaires de la France. »

On a donc le droit de conclure que, au Togo, comme dans ses possessions propres, les indigènes ont con-

nu et connaissent — selon l'expression d'un de nos hommes d'Etat — « le vrai visage de la France. » Nulle part, au reste, la France ne pratique la dissimulation ni l'hypocrisie. Comme le disait Michelet, « la France aurait même cela de grave contre elle qu'elle se montre nue aux nations »... tout comme la Vérité.

DEUXIÈME PARTIE

Questions domaniales et foncières Le problème de la terre au Togo de la colonisation européenne et indigène

CHAPITRE PREMIER

Section 1. — Les conceptions indigènes en matière foncière

Un règlement approprié du régime de la terre est la pierre d'assise de toute œuvre économique. La quiétude de la possession et la sécurité des transactions sont des nécessités partout primordiales.

Le problème foncier comportant la fixation du domaine public et privé, la détermination des conditions de leur aliénation et le mode de constatation des droits privatifs, domine, dans un pays neuf comme le Togo, toute la question de la colonisation européenne et indigène.

Aussi, cette considération justifiera-t-elle l'ample exposé que nous ferons de ce problème.

Ce problème complexe s'est posé d'une manière pressante dès le début de l'occupation française. Le rapport annuel de 1923 du Gouvernement Français (page 32) le marque. « Pendant l'occupation franco-anglaise

les indigènes ne se souciaient guère des formalités à accomplir pour les transactions relatives aux terres inscrites. D'habiles procéduriers purent obtenir la nullité d'actes qui n'avaient pas été passés dans les formes voulues. Les indigènes ne trouvaient plus de crédits et étaient souvent la proie d'ingénieux usuriers. Une réglementation nouvelle s'imposait. »

Il n'est pas sans intérêt de résumer d'abord les conceptions des indigènes en matière foncière. Pour eux, la terre appartient soit aux divinités, soit aux rois. Les chefs de tribus, représentants de ces maîtres, sont responsables de la terre et chargés de la répartir périodiquement entre les chefs de famille. Ces derniers n'ont donc que la jouissance des parcelles qui leur sont remises.

Le Chef de famille, dont l'autorité était, jadis du moins, presque absolue, dispose des bras de tous et a seul droit aux récoltes préparées par la collectivité familiale. En échange il est tenu d'assurer l'entretien de tous.

Ces conceptions ont subi déjà une certaine évolution : d'abord, l'absolutisme du chef de famille s'est bien effrité ; les membres majeurs ont, aujourd'hui, dans nombre de régions, la libre disposition des récoltes qu'ils ont préparées sur une partie de la terre familiale. Ensuite, la répartition périodique des terres entre les chefs de famille a pratiquement cessé.

Ces derniers détiennent aujourd'hui, en fait, comme usufruitiers définitifs, les terres antérieurement échues à leur famille.

Ce jus fruendi coutumier ne répond nullement, on le voit, à la conception du droit européen : les chefs suc-

cessifs d'une même famille se transmettent indéfiniment leurs droits.

L'usage s'est même instauré, dès l'occupation allemande, de la libre transmission, entre indigènes, par héritage, don ou vente, de leurs droits d'usage. Pour ces mutations, l'autorisation préalable du Gouvernement n'était requise que lorsque le transfert intéressait un « étranger », indigène ou non, « à la région ou à la localité. »

Section II. — Réglementation allemande

Ce régime a fait l'objet de l'arrêté de 1888 du Chancelier, de l'Ordonnance Impériale du 21 novembre 1902, des Arrêtés du Gouvernement des 19 Juillet 1904 et 2 février 1910.

Le rapport de 1923, du Gouvernement français, traduisait, en ces termes, le mécontentement des indigènes : « Ne tenant aucun compte du droit commun, les Allemands n'hésitèrent même pas à déclarer « propriétés du fisc » des terres sur lesquelles il n'avait été exercé aucun droit pendant les 10 années qui avaient précédé l'arrêté du 2 février 1910. Aussi a-t-on vu des chefs établir dans la suite leurs droits sur des terres sur lesquelles avaient été construits des bâtiments publics. »

Les terres détenues par les collectivités familiales constituaient la catégorie des terres dites « non inscrites », par opposition aux terres « non occupées et vacantes » classées, elles, comme « propriété du fisc. »

L'administration allemande se réservait le droit d'accorder des parcelles de terres fiscales sans adjudication et aux conditions qui lui plaisaient.

Elle se comportait d'ailleurs, de même, lorsqu'il s'agissait de terrains de culture appartenant à des groupements indigènes.

L'extrait ci-dessous, du rapport de 1923 (page 120) est assez édifiant : « Quelques années avant la guerre, en effet, d'immenses terrains de cultures — 8.000 hectares au total — appartenant au groupement d'Agou furent aliénés par l'administration allemande au profit de trois sociétés privées qui y créèrent des plantations et y installèrent une huilerie et une défibreuse à sisal. Les indigènes ne reçurent pour prix de cette aliénation que quelques centaines de marks et de nombreuses bouteilles de gin qu'ils se virent contraints d'accepter. Chassés de la plaine et privés de leurs meilleurs terrains, ils durent se cantonner dans la montagne où les conditions de culture sont beaucoup moins favorables.

« Ces raisons expliquent l'antipathie des habitants d'Agou pour l'Européen qu'ils considèrent, quelle que soit sa nationalité, comme l'auteur responsable d'un acte regardé par eux comme une spoliation. Cette attitude, cependant, ne revêt aucune hostilité, mais seulement une froide défiance qui étonne d'autant plus qu'elle contraste avec la confiante franchise rencontrée partout ailleurs.

« Pour remédier à cette situation, l'administration locale a décidé d'exercer son droit de préemption sur toutes les parcelles qui n'ont pas été mises en valeur par l'ancien occupant. Elle est décidée à rendre gratuitement ces parcelles aux collectivités dépossédées. »

Les fonctionnaires allemands n'hésitaient pas à user de menaces et de violences pour amener les collectivi-

tés, à céder, à des prix dérisoires, leurs terrains de cultures à des Sociétés Allemandes.

Nous reproduisons ci-dessous l'extrait d'un article paru en septembre 1926 dans LA PRESSE COLONIALE, sous la signature du colonial averti, M. Georges Boussenot, ancien député :

« S'il est des indigènes, ex-ressortissants de l'Allemagne, qui peuvent se féliciter d'être passés sous l'administration française, ce sont assurément ceux du Togo.

« Au lendemain de la prise du Togo par les Alliés, l'ensemble des biens privés fut placé sous séquestre ; ultérieurement, l'administration en céda la plupart à des sociétés ou à des particuliers en vue de leur exploitation. Parmi ces biens il s'en trouva consistant en vastes propriétés territoriales sises dans la région d'Agou, et qui se virent attribuées dans de telles conditions d'irrégularité que le gouvernement local poursuivait et obtint devant le Tribunal de Lomé l'annulation des contrats de vente.

« Il y a quelques semaines, M. le commissaire Bonnet carrère fut saisi d'une demande en revendication de ces propriétés, revenues au séquestre, demande que formulèrent les délégués de la population indigène. Ces délégués, à l'appui de leur requête, apportèrent au chef de la colonie, le texte d'un mémoire qu'ils avaient adressé à leur avocat, M^e Prange, en vue d'obtenir des autorités allemandes la rétrocession de ce dont ils avaient été privés. Ce document, du 23 mars 1913, complété par d'autres pièces qui l'authentifient, est à produire. Il est la manifestation de « la manière allemande » et sera lu avec fruit par tous ceux qui, à Genève

ou ailleurs, ignorent ce que fut, en certaines circonstances, et en certaines régions — je ne généralise pas — la politique coloniale de certains fonctionnaires d'outre-Rhin...

« Voici en quels termes s'exprime le signataire, F. I. Koffi :

« Le 27 août 1898, quelques colons accompagnés de M. le Docteur Gruner, commandant le cercle de Misahohe, venaient nous voir et, après convocation de toute la population, déclaraient qu'ils avaient l'intention d'acheter des terres pour les mettre en culture. A quoi les anciens du territoire d'Agou répondirent : « Personne ne vend de terrain chez nous. » Ils ajoutèrent qu'ils allaient leur (aux colons) donner comme présent des terrains libres, s'ils voulaient absolument en acheter. Les terres qu'ils avaient l'intention de leur offrir en cadeau étaient un peu éloignées de la ville d'Agou et se trouvaient situées dans la brousse.

« Les anciens ayant ainsi répondu, le chef du groupe, nommé Wegner, reprit : « En Allemagne on n'accepte jamais de terrain pour rien. Il faut donc qu'en tout cas vous receviez quelque chose en échange. » Les anciens se refusant à rien recevoir, M. Wegner ordonna à ses soldats de charger leurs fusils : ce qu'ils firent immédiatement. M. Wegner ajouta alors : « Si vous ne voulez pas recevoir d'argent en échange des terrains, on commandera *aux soldats de tirer sur vous* ». Les anciens, effrayés de ces menaces, car ils n'attendaient pas beaucoup de bien de la part des Européens et, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire, conduisirent M. Wegner et ses compagnons à l'endroit précité du poste et dirent qu'ils pouvaient cultiver les terres à

discrétion. Ces terres ne plaisant pas à ces messieurs, ils déclarèrent qu'elles étaient situées trop loin de la ville et M. Wegner dit alors : « Je ne peux pas cultiver de terrains dans une région tellement éloignée ; je suis étranger et si vous me faites cadeau de terrain dans une pareille région pour le mettre en culture, je ne peux aller chercher du feu chez vous, la distance entre nous étant trop grande. » Et il ajouta qu'il ne resterait pas longtemps chez eux et qu'il ne tarderait pas à retourner en Europe ; qu'en conséquence les anciens devaient lui donner un terrain plus près d'Agou. Il lutta contre les anciens s'ils ne voulaient pas lui donner du terrain à proximité. Après ces explications, les anciens cédèrent et voulurent bien vendre un terrain près de la ville. Le terrain vendu fut séparé des autres... etc. » (1).

Section III. — Réglementation Française

Quelle a été l'attitude de l'administration française en présence de la réglementation peu équitable adoptée par l'autorité allemande ? Ce fut une attitude de redressement et de justice.

La législation française est constituée par les décrets des 11 Août 1920 et 13 Mars 1926, et l'arrêté local du 6 Avril 1922. Nous allons examiner successivement les dispositions adoptées :

- a) Pour la détermination du domaine public et privé,
- b) Pour la consolidation, rassurante pour nos administrés et protégés, de leurs droits d'usage.
- c) Pour le mode d'aliénation des terres domaniales,

(1) Tout l'article du distingué M. Boussenot serait à reproduire, mais nous craindrions d'abuser. L'extrait cité est déjà très édifiant sur les manières de colonisation allemande.

d) Pour la constatation des droits privatifs et immobiliers.

a) *Détermination du domaine public et privé de l'Etat :*

Rien de bien nouveau à cet égard. L'article 1^o du décret du 11 Août 1920 se borne à déclarer que « le domaine public au Togo est déterminé et réglementé dans les mêmes conditions qu'en A. O. F. » Le décret du 13 Mars 1926, abrogeant implicitement cet article 1, a énuméré les biens composant respectivement le domaine public inaliénable (routes, voies ferrées, ports, etc...) et le domaine privé, aliénable, comprenant « les biens vacants et sans maître, ceux ayant fait antérieurement l'objet au profit de l'Etat allemand, d'une appropriation régulière, et enfin les terrains situés autour des villages sur lesquels les indigènes pratiquent leur culture, recueillent ce qui est nécessaire à leur existence, font paître leur troupeaux, mais sur lesquels ils n'ont, en fait, qu'un droit d'usage et non de propriété. »

Ces termes étaient d'ailleurs ceux de l'article 1^{er} de l'arrêté local du 6 avril 1922.

b) *Conditions d'aliénation du domaine privé.*

Le principe adopté, et qui contraste avec l'ancienne procédure allemande, est de n'attribuer de concession domaniale qu'après publicité, par adjudication et dans des conditions de complète égalité pour tous, européens et indigènes.

Une seule exception à cette règle : conformément aux articles 65, 66 et 67 de l'arrêté du 6 avril 1922 le Commissaire de la République peut accorder gratuitement et directement aux indigènes, à titre individuel ou collectif, des parcelles de 10 HA avec clause de

mise en valeur et d'inaliénabilité de 2 HA en vue de la constitution de biens de famille.

Aux termes de l'article 28 de l'Arrêté du 6 avril 1922, toutes les demandes de concessions sont insérées au Journal Officiel du Territoire et font l'objet, dans les cercles intéressés, de « palabres » entre l'Administrateur et les populations indigènes, ce qui sauvegarde complètement les droits d'usage de ces derniers.

L'article 28 prévoit même que « la demande doit être affichée dans les différents villages situés dans le voisinage immédiat du terrain dont la concession est sollicitée. »

L'article 3 du même arrêté stipule que la concession éventuelle de parcelles de réserves indigènes « peut donner lieu à la différence des autres éléments du domaine privé, à des compensations ou des indemnités pour les usagers. » Nous donnerons, plus loin, à cet égard, notre sentiment et montrerons que le mieux, pour le développement même de la colonisation européenne et indigène, serait de hâter la délimitation, d'ailleurs prévue par l'article 3, des réserves indigènes.

A signaler qu'afin de prévenir toute immobilisation de la terre, un cahier des charges est annexé à chaque demande et comporte l'obligation pour le concessionnaire, sous peine de déchéance, de mettre en valeur le terrain, dans un délai déterminé (six ans en général).

Par ailleurs, le titre définitif de propriété n'est délivré par l'administration qu'après la constatation de la mise en valeur effective du terrain (articles 37 et 38 de l'arrêté).

c) *La question des réserves indigènes — Nécessité de leur délimitation.*

Comme indiqué plus haut, ces réserves font partie du domaine privé, malgré les termes de « propriété collective » dont se sert l'article 10 du Décret du 13 Mars 1926. Ils sont, en principe, aliénables sous réserve des compensations et indemnités pour les usagers. Les indigènes qui les exploitent ne possèdent sur les fonds qu'un droit d'usage et non de propriété. « Ils ne peuvent en aucun cas les aliéner », précise l'article 3. En fait, l'administration française, respectueuse du droit coutumier, résumé plus haut, tolère les aliénations que se consentent entre eux les indigènes. Elle s'inspire en cela, de l'article 5 du mandat français, stipulant que « la puissance mandataire devra, dans l'établissement des règles relatives à la tenure du sol et au transfert de la propriété foncière, prendre en considération les lois et coutumes indigènes. »

Certains ont critiqué l'incorporation des réserves indigènes au domaine privé. Cette incorporation nous paraît logique. Les divers décrets réglementant, aux colonies, le domaine, ont tous compris les réserves indigènes dans le domaine privé.

Nous citerons, notamment, les décrets du 23 Octobre 1904 intervenu pour l'Afrique Occidentale Française et ceux des 3 Juillet 1904 et 28 Septembre 1926 pris pour Madagascar.

Ce qui importe, c'est qu'il soit laissé aux indigènes sérieux, laborieux, qui féconderaient une parcelle déterminée de réserves, la possibilité d'obtenir un titre définitif individuel.

C'est aussi que les villages puissent, pour leur fixité même et leur libre développement, s'assurer la possession exclusive et définitive des terres qui leur sont *réellement nécessaires* ; que ces groupements puissent,

en d'autres termes, rendre leurs réserves *indispensables*, légalement inaliénables pour d'autres (européens et indigènes) sauf pour les installations d'utilité publique (créations de centres urbains, constructions, etc.) prévues par l'article 2 paragraphe 3 du décret du 11 Août 1920.

Nous soulignons à dessein les mots « réellement nécessaires et indispensables », afin de bien faire ressortir que cette inaliénabilité ne saurait jouer que pour des superficies répondant aux vrais besoins des collectivités. Il serait, en effet, anti-économique d'immobiliser, au nom des collectivités indigènes, des surfaces exarérées, d'instituer une sorte de main-morte, en leur faveur mais au détriment évident de la mise en valeur du pays.

Ces deux possibilités ou facultés sont-elles légalement possibles, aujourd'hui, au Togo ? Ce sera l'objet du chapitre II suivant, relatif à la colonisation indigène.

CHAPITRE DEUXIÈME

Section I. — Colonisation Indigène

Ses difficultés et ses divers modes d'installation

Nous allons examiner aux paragraphes A et B ci-après si la législation actuelle comporte les deux facultés sus-indiquées.

A. — Pour ce qui est de la création de la propriété indigène individuelle dans le cadre des réserves familiales, possible en vertu des décrets du 11 Août 1920 et du 24 Juillet 1926, elle était, en fait, singulièrement difficile et coûteuse.

Un décret d'Août 1926, qui a rendu applicable au Togo le décret du 8 octobre 1925, instituant en A. O. F. des titres individuels spéciaux de quasipropriété indigène, est venu très opportunément faciliter l'essor si désirable de la propriété individuelle dans le cadre des réserves jusqu'à ce jour collectives.

Jusqu'à ce décret, dont nous résumerons plus loin la substance, les indigènes désireux d'individualiser leurs parcelles se heurtaient à des contestations nombreuses et aux formalités très longues et très coûteuses de l'immatriculation, ce qui préjudiciait, en définitive, à la mise en valeur du territoire. Les extraits suivants des rapports officiels précisent ces difficultés passées et témoignent du souci de l'administration de favoriser l'éclosion de la propriété individuelle.

« La propriété indigène comprend toujours, dans les centres, des terrains urbains, en général bornés et déli-

mités depuis longtemps, et, dans le reste du Territoire, des terrains ruraux appartenant à des collectivités familiales et dont les limites souvent imprécises sont sujettes à contestations. Comme on l'a indiqué précédemment, la propriété rurale tend à devenir propriété individuelle dans le Bas et le Moyen-Togo, mais cette évolution ne concerne, pour le présent, que les parcelles en exploitation. Dans le Cercle de Palimé, notamment, chaque membre de la famille cultive aujourd'hui pour son propre compte un terrain mis à sa disposition par le chef de famille. *Mais il ne peut, le plus souvent, l'aliéner, même après l'avoir mis en valeur et planté en cacaoyers et caféiers par exemple, qu'avec l'assentiment des membres de la famille réunis en conseil.* Dans certaines régions une autorisation des notables de la collectivité familiale est nécessaire. *Ce droit éminent de la famille ou de la collectivité sur le sol nuit à la mise en valeur.* C'est ainsi que, à une réunion du Syndicat agricole de Palimé, plusieurs membres de cette assemblée demandèrent à l'administrateur par quel moyen il leur serait possible de mettre fin aux difficultés nombreuses soulevées par les titulaires de droits coutumiers. Ceux-ci ne songeant, en effet, à les revendiquer que dans l'espoir d'obtenir un dédommagement en nature ou en espèces lorsque le sol a été travaillé et planté. La législation actuelle se montre soucieuse, avant tout, de respecter les coutumes de la population. *Cependant il y a intérêt à faciliter l'évolution de la propriété désirée par un grand nombre d'indigènes eux-mêmes, l'immatriculation pourrait répondre à ce besoin (rapport de 1925 pages 31-32). »*

Le Ministre des Colonies lui-même a signalé ces

difficultés dans un rapport au Président de la République :

« Le décret du 24 Juillet 1906 qui a organisé en A. O. F. le régime de la propriété foncière sur la base de l'immatriculation, n'a pas reçu des indigènes tout l'accueil qu'on en escomptait, par *suite des difficultés* qu'offrent pour eux la complexité de la procédure établie et des frais qu'elle entraîne et, par suite aussi des dispositions parfois contraires à leurs habitudes sociales que comportent cette réglementation.

« Pour remédier à cette situation et munir les intéressés d'un titre qui serait établi à moins de frais en conformité de leurs règles coutumières, le Gouvernement général de l'A. O. F. a été amené à envisager un moyen spécial de constatation des droits fonciers des indigènes et à préparer, sans toucher à la législation existante la transition entre la tenure coutumière actuelle et le régime de la pleine propriété au sens de notre code. » (Rapport adressé au Président de la République par le Ministre des Colonies, relatif au décret du 8 octobre 1925, depuis appliqué au Togo).

Les titres spéciaux créés par le décret du 8 octobre 1925 offrent de nombreux avantages :

1°. — Ils dispensent l'indigène, désireux de travailler isolément une parcelle de réserve familiale, afin de s'en assurer exclusivement le rendement, d'obtenir coûte que coûte l'assentiment préalable de la famille. L'article 12 suivant prévoit, en effet, l'arbitrage par le Commandant du Cercle Président du Tribunal indigène de toutes ces difficultés intestines :

« Article 12. — Lorsque le bénéfice des dispositions ci-dessus est réclamé par plusieurs co-détenteurs ou par l'un d'eux seulement, les intéressés sont invités au

préalable à déterminer dans une convention passée en la forme indiquée par le décret du 2 mai 1906, le mode d'occupation et d'administration qui régit l'immeuble déclaré et le cas échéant les droits particuliers qui peuvent être consentis à l'un d'entre eux.

« *A défaut d'accord, le litige est porté devant les tribunaux indigènes qui décident de la suite à donner à l'affaire.* »

C'est donc, avec l'ébranlement souhaitable de l'autorité parfois oppressive du Chef de famille, la libération sociale et économique de l'individu.

2°. — Le titre est délivré *gratuitement* par le chef de circonscription : « Article 9. — Les pièces établies en vue de la procédure ci-dessus décrite seront dispensées des droits de timbre et d'enregistrement. »

3°. — Le titre ne confère pas un droit définitif de propriété, ce droit ne pouvant résulter que de l'immatriculation prévue par le décret de 1906. L'article 5 du décret du 8 octobre 1925 dit « Le titre vaut *tant que dure l'occupation effective* du bénéficiaire ou de ses ayant-droit ». Ainsi, le titulaire est obligé, sous peine de déchéance, de maintenir la parcelle de réserve en état *permanent* de culture, clause très efficace pour la mise en valeur.

Signalons aussi qu'en raison de l'enquête administrative ayant précédé la délivrance du titre et établi ses droits, l'indigène obtiendra, avec facilité et dans le moindre délai, l'immatriculation qu'il peut toujours solliciter de son terrain et qu'il sollicitera toujours afin d'élargir son crédit personnel.

B. — Pour ce qui est de la faculté, pour la collectivité (village ou famille), de soustraire définitivement

à toute possibilité d'aliénation les terrains qui leur sont nécessaires, la législation actuelle l'assure sous plusieurs formes :

Premier procédé

Aux termes des articles 1 et 3 de l'arrêté du 6 avril 1922, les villages peuvent, par l'approbation du Commissaire de la République du plan de leurs réserves, en obtenir la délimitation définitive. Une fois déterminées, ces réserves collectives « ne peuvent être cédées à des particuliers par voie de vente ou de location qu'après approbation, par arrêté du Commissaire de la République », dit l'article 2 paragraphe 2 du décret du 11 Août 1920.

Il va de soi que, désireux de conserver leurs réserves, les villages ne seront jamais tentés de les céder à des particuliers.

Nous ouvrirons ici une parenthèse pour signaler que, par la sécurité qu'elle procure aux collectivités, la délimitation progressive de leurs réserves, prescrite d'ailleurs par l'article 3 paragraphe 3 de l'arrêté du 6 avril 1922, ne peut que hâter la mise en valeur du Territoire.

Ces délimitations entraînent une autre conséquence heureuse : elles déterminent indirectement les terres dont l'administration peut, sans léser les collectivités, disposer pour la colonisation, permettant ainsi le développement parallèle, coordonné, des deux formes de colonisations plus ou moins possibles dans toutes les colonies : la colonisation européenne et la colonisation indigène.

La colonie de Madagascar s'est résolument engagée

dans la voie de la détermination simultanée des lots de colonisation et des réserves indigènes : le décret du 28 septembre 1926 en atteste. Sur les directives éclairées de notre ex-chef de Province, M. l'Administrateur Sainjon, nous avons même contribué personnellement, comme Président d'une Commission mixte de colons et de notables indigènes, à déterminer, dans la région d'Ambatondrazaka, en 1921 et 1922, plusieurs centaines de milliers d'hectares de lots de colonisation et de réserves indigènes, et ce, nous pouvons le dire, à la satisfaction des autochtones et des colons.

Deuxième procédé

Les familles indigènes, aussi bien que les indigènes individuellement, peuvent, conformément au décret du 24 juillet 1906, intervenu pour l'A.O.F., mais rendu applicable au Togo par décret du 23 décembre 1923, faire immatriculer la terre qu'elles détiennent.

L'article 58 suivant, du décret de 1906, l'indique clairement :

« Article 58. — Dans les parties de l'Afrique occidentale française où la tenure du sol par les habitants ne présente pas tous les caractères de la propriété privée, telle qu'elle existe en France, le fait, *par un ou plusieurs* détenteurs de terres, d'avoir établi, par la procédure de l'immatriculation, l'absence de droits opposables à ceux qu'ils invoquent, a pour effet, quels que soient les incidents de ladite procédure, de consolider leurs droits d'usage et de leur conférer des droits de disposition reconnus aux propriétaires par la loi française. »

Relevons que bien qu'immatriculées, les terres des indigènes restent assujetties à leur statut personnel.

Troisième procédé

Au lieu de recourir au 2^e procédé ci-dessus (celui de l'immatriculation) qui est coûteux et long, les familles peuvent, de même que les individus, consolider leurs droits en sollicitant les titres administratifs institués par l'article 12 du décret du 8 Octobre 1925.

« Plusieurs co-détenteurs ou l'un d'eux seulement » dit, en effet, cet article 12.



Les développements qui précèdent n'ont trait qu'à la consolidation des droits des individus ou collectivités dans le cadre de leurs réserves.

En ce qui concerne les autres terres constituant le domaine privé du Territoire, nous avons déjà dit que les indigènes peuvent, dans les mêmes conditions que les européens, participer à toutes les ventes domaniales.

Enfin, nous devons signaler que la seule dérogation à la règle de la mise aux enchères adoptée par l'article 10 de l'arrêté du 6 Avril 1922, intéresse les indigènes (articles 65 et 66) : ces derniers sont susceptibles, en effet, d'obtenir, *directement et gratuitement* du Commissaire de la République des parcelles de 10 HA. avec l'obligation de les mettre en valeur dans un délai déterminé.

Section II. — Evolution de la propriété indigène

Comme on le voit, la législation domaniale et foncière est tout à l'avantage des indigènes et tend, par nombre de ses dispositions, à favoriser l'essor de la propriété individuelle.

Cette politique de la terre est conforme au programme

que s'était fixé, dès 1922, l'administration locale. Dans le rapport de 1922, page 5, nous lisons en effet : « De même que nous favorisons la formation de propriétaires ruraux indigènes, nous devons aider à la constitution de groupement de commerçants et d'entrepreneurs recrutés parmi les milieux autochtones. L'existence d'une classe moyenne noire éveille chez les autres natifs le désir d'y entrer à leur tour et les incite au goût du travail, condition première de l'amélioration de leur sort. »

La même idée est exprimée dans le rapport de 1925, page 32 : « La législation locale actuelle se montre soucieuse avant tout de respecter les coutumes de la population. Cependant, il y a intérêt à faciliter l'évolution de la propriété désirée par un grand nombre d'indigènes eux-mêmes. » L'administration se montre d'autant plus résolue à faciliter l'évolution de la propriété individuelle que certaines appréhensions passées touchant l'inexpérience des propriétaires indigènes se sont, depuis, révélées absolument vaines.

On avait craint que, nantis de titres individuels les indigènes n'abusent du crédit et des mises en gages et ne s'exposent à se voir dépouillés par des créanciers sans scrupules. Or, le rapport de 1925, page 33, rassure entièrement à cet égard :

« Les inscriptions hypothécaires sont peu nombreuses eu égard au chiffre total des titres fonciers établis ; d'autre part les indigènes qui ont eu recours à la mise en gage de leurs immeubles sont tous des commerçants. Nous pouvons en conclure que les crédits obtenus, grâce aux garanties offertes, ne sont pas restés des biens oisifs, ils ont constitué aux mains des ache-

teurs de produits un instrument de travail précieux et contribué par suite au développement de la vie économique du pays. »

A notre avis, c'est surtout l'évolution de l'individualisme terrien qui hâtera la mise en valeur du Togo. Si on'en voulait une preuve, on la trouverait dans l'avance considérable prise, au point de vue agricole et industriel, par les Cercles du Bas-Togo et du Moyen-Togo, où prédomine déjà la tenure individuelle, alors que les cercles du Nord s'attardent encore à la tenure collective.

Aussi convient-il de se féliciter des quelques manifestations individualistes qui se dessinent dans le Nord du pays. Nous lisons, en effet, dans le rapport, page 6, « il n'est pas sans intérêt de noter que dans les environs de Sokodé même, où les collectivités se sont maintenues intactes, des femmes ont, pour la première fois en 1925, loué des étrangers pour préparer le sol qu'elles ontensemencé en coton, afin d'être assurées que le profit résultant de cette culture resterait leur propriété personnelle. L'appât du gain est évidemment la cause de cette innovation. »

Au demeurant, rien de plus naturel que cette évolution. Les recherches sociologiques la montrent fatale. Dans les sociétés primitives, on ne trouve pas d'activité technique individuelle, consciente, pas de différenciation mentale entre le groupe et l'individu. Ce n'est que plus tard que de nouvelles conditions de vie (géologique, politique, démographique), obligent à des diversités de besoins et de recherches telles qu'elles entraînent des activités et des consciences personnelles.

L'individualisme alors surgit et devient de plus en plus accusé, pour le progrès même de la Société.

Il est évident que les circonstances politiques et démographiques qui, dans le passé, ont pu nécessiter au Togo la forme « collective » de l'appropriation ne sont plus les mêmes aujourd'hui.

Avant l'occupation européenne, le pays était périodiquement envahi et pillé par des éléments venus de l'Ouest et de l'Est (Achantis et Dahoméens). Les habitants étaient alors obligés de maintenir dans l'indivision leurs cultures pour mieux les défendre. L'ordre et la paix régnant partout maintenant, la conception individualiste de la propriété se dégage et se répand. Les habitants qui, jadis, fuyaient les plaines fertiles mais trop accessibles au pillage, montrent une tendance, chaque jour plus accusée, à y revenir pour s'y fixer.

Tendance heureuse, et que l'administration a mise à profit pour assurer le repeuplement et la mise en valeur des immenses plaines du Togo moyen, jadis évacuées pour cause d'insécurité.

Section III. — Immigration Cabraise-Lossos

Tandis que le nord et le sud du territoire comptent une population très dense, sa partie moyenne, aux confins des cercles de Sokodé et d'Atakpamé, quoique composée de vastes plaines bien arrosées et fertiles, est presque vidée d'habitants et de cultures.

Cette circonstance provient des razzias jadis opérées dans ces régions. Les Allemands avaient essayé, vainement d'ailleurs, d'y implanter des déportés poli-

tiques. Les races prolifiques des Lossos et des Cabrais se trouvant trop à l'étroit pour vivre dans certaines zones du Nord, l'administration locale a pensé faire appel à ces éléments pour repeupler et mettre en valeur la zone désertique en question.

En usant auprès de ces indigènes de persuasion et en leur offrant toutes sortes de facilités (distributions gratuites de vivres, d'outils, de semences, paiement de salaires pour leurs propres travaux de construction de cases, etc) l'administration est parvenue, dès 1924, à installer sur des emplacements favorables préalablement choisis par le service d'agriculture et le service médical, les villages d'Aou et de Kolonaboy.

D'autres nouveaux centres sont projetés et seront aménagés d'autant plus facilement que les familles déjà transplantées se montrent extrêmement satisfaites de leur sort.



La politique économique suivie au Togo par le Gouvernement français cadre avec ses conceptions depuis la Révolution.

On sait combien la Révolution fut influencée dans le sens individualiste par les théories des physiocrates. Les extraits des rapports officiels ci-dessus faisant ressortir la nécessité de presser « la formation de propriétaires ruraux indigènes », de « faciliter l'évolution de la propriété désirée par un grand nombre d'indigènes », ne rappellent-ils pas le mot de Quesnay : « La sûreté de la propriété est le fondement essentiel de l'ordre économique » ?

Ils évoquent aussi la fameuse chaîne de déductions

d'un autre physiocrate illustre, Dupont de Nemours :
« Plus le produit net est considérable et plus il est
avantageux d'être propriétaire foncier, plus il se trou-
ve de gens qui consacrent des dépenses et des travaux
à créer, à acquérir, à améliorer des propriétés fonciè-
res et plus la culture s'étend et se perfectionne ; plus
la culture s'étend et se perfectionne, et plus il renait
annuellement de productions consommables ; plus les
productions consommables se multiplient et plus les
hommes peuvent se procurer de jouissance et par con-
séquent plus ils sont heureux. C'est ainsi que s'assure
la prospérité de l'humanité. »

CHAPITRE III

Colonisation européenne — son état actuel et son avenir son rôle éducatif — de la société de la cotoa et de l'Association cotonnière coloniale

Nous avons résumé précédemment les règles adoptées par le Gouvernement français pour l'attribution des concessions domaniales : adjudication obligatoire, cahier des charges avec clause de mise en valeur dans un délai déterminé.

A part les domaines des anciennes firmes allemandes, dont la liquidation est prochaine, on compte, à ce jour, un nombre fort réduit d'exploitations agricoles européennes.

Le pays ne se prête guère, à cause de son rude climat, à la fixation définitive des européens. Ce sont plutôt des factoreries, des établissements industriels (huileries, usines d'égrenage) que les Sociétés européennes peuvent songer à installer pour acheter et traiter les produits récoltés par les indigènes.

Mais il n'est pas interdit de prévoir un certain développement de la colonisation européenne. Il est même probable qu'une fois opérée la liquidation du séquestre frappant actuellement les anciens domaines allemands, ces concessions, grâce à de nouveaux apports de capitaux, seront plus activement exploitées.

Qui sait si l'exemple de ces exploitations revivifiées n'incitera pas, dès demain, à de nouvelles entreprises européennes.

Le rapport de 1925 (page 31), mentionne que des concessions rurales mesurant ensemble 691 HA ont été accordées, en 1925, à Agbeluwé, et à Sokodé, dans les conditions de publicité réglementaires, à la Cie cotonnière Ouest-Africaine dite « Cotoa. »

Les charges qui ont été imposées à cette Compagnie valent d'être rapportées car elle sont hautement symptomatiques quant au mode de coopération euro-péano-indigène que l'administration locale applique pour la mise en valeur du pays.

La Compagnie concessionnaire s'est engagée à entreprendre la culture du coton, à user, à cet effet, de matériel moderne, à effectuer des labours mécaniques pour le compte des indigènes, à former des apprentis et ouvriers agricoles, à préparer des graines sélectionnées de coton que l'administration répartira ensuite aux collectivités indigènes.

A titre d'encouragement, la colonie a prévu l'allocation à la Compagnie, durant les premières années de son installation, de primes proportionnelles aux surfaces qu'elle aura préparées mécaniquement pour elle-même et pour les collectivités indigènes.

Le rapport de 1925 (page 108) mentionne que déjà cette Société a défriché une centaine d'HA et installé, outre un personnel technique, un matériel de culture mécanique important : 5 tracteurs, 5 moto-bineuses, 1 défricheuse et 1 déchaumeuse.

Sur ces fermes rurales, la Société projette d'installer des décortiqueries d'arachides, des huileries, des usines d'égrenade de coton, et des moulins à farine de mil et de maïs.

C'est de cette même méthode de coopération que

s'est inspirée l'administration locale dans les contrats qu'elle a passés avec l'Association cotonnière coloniale. On sait que le but de cette Société est d'aider, par ses experts et ingénieurs, les Gouvernements coloniaux à intensifier et améliorer la culture cotonnière. L'administration locale a loué à l'Association deux usines d'égrenages situées, l'une à La Kara, l'autre à Lomé. La sélection des graines sera ainsi plus méthodiquement faite et le Gouvernement, devant recevoir gratuitement de la Société 40 % des graines que celle-ci aura obtenues, sera en mesure d'amplifier ses distributions aux collectivités.

Ajoutons qu'un expert de l'Association, arrivé en 1924 au Togo, s'applique à classer tout le coton exporté de façon à déterminer des types uniformes, que son estampille avalisera, pour ainsi dire, en Europe, et permettra même de vendre à terme.

Le rapport de 1925 précise que, grâce au progrès déjà réalisé dans la préparation des fibres et de l'emballage, 75 % des 2.420 balles exportées en 1925, sur le Havre, ont été cotées de 1^{re} qualité.

Au Togo, la conception administrative du rôle de la colonisation européenne s'identifie avec celle de la Résidence générale du Maroc.

Comme on demandait à M. Steeg son sentiment en matière de colonisation européenne, il répondit :

« Le protectorat aidera de toutes ses forces le colon, qui devra lui-même être un exemple pour l'indigène. (Voir la Semaine Coloniale du 13 Octobre 1926).

TROISIÈME PARTIE

Rôles impartis aux divers services administratifs pour la mise en valeur

Les précédents chapitres ont montré comment une réglementation appropriée sauvegarde les droits d'usage et respecte les coutumes traditionnelles des indigènes. Mais il ne suffit pas de distribuer de la terre et d'en garantir la possession. Livrés à eux seuls, les indigènes eussent volontiers, surtout leur possession tranquillisée, continué leur vie admirative et indolente. Comment secouer leur torpeur et les contraindre au goût de l'effort ? Par l'obligation du travail ou par la seule persuasion active ? Par des menaces de sanctions ou par l'appât de récompenses ? L'administration locale a intelligemment combiné ces divers moyens et elle a, nous l'avons dit, appelé à collaborer à l'œuvre économique envisagée, les européens, tant fonctionnaires que particuliers, et les chefs et notables indigènes.

CHAPITRE PREMIER

Section I. — Rôle des commandants de cercles et des chefs indigènes

Les directives données aux administrateurs des cercles sont condensées dans la circulaire du 31 août 1922, insérée au rapport de 1921 (page 61) dont voici les extraits essentiels : « Aussi est-ce à chacun de vous que je demande d'établir pour son cercle un véritable programme de mise en valeur dont la réalisation devra être poursuivie et achevée dans une période déterminée. Dès réception de vos propositions, je prendrai les dispositions nécessaires pour vous faire parvenir, dans le moindre délai, les graines ou plants susceptibles de réussir dans votre territoire. Ceux-ci seront distribués par vos soins dans chaque village, proportionnellement au nombre de cases. Ces cultures effectuées *sur vos ordres formels*, avec les graines de l'administration, demeureront la propriété exclusive de l'indigène planteur. N'hésitez donc pas à presser énergiquement vos administrés dans cette voie qui les conduira à l'aisance... J'allouerai des primes... Le système de la monoculture qui a eu des conséquences désastreuses dans certaines colonies doit être évité à tout prix. »

La fin des instructions est particulièrement à retenir : « Persuadez-vous que votre rôle ne consiste pas seulement à distribuer une justice équitable et à régler chaque semaine des palabres. Ceci n'est qu'une partie de votre métier. Vous commettriez une lourde faute en oubliant que c'est à vous que le devoir in-

combe d'éveiller à la vie économique les peuplades dont vous êtes le tuteur. »

D'un même cœur, les commandants de cercles ont strictement suivi ces instructions. Et, par circulaire du 27 octobre 1923, le Commissaire de la République marque son contentement et complète ses directives : « Je note avec satisfaction, que dans les quatre cercles du Sud, un grand nombre d'indigènes comprenant leur intérêt, entreprennent des plantations pour leur propre compte. Jusqu'ici, par suite de son éloignement, le cercle de Sokodé a été quelque peu laissé à l'écart de ce mouvement, j'estime que le moment est venu pour lui d'entrer dans la même voie et je sais pouvoir, à cet effet, compter sur l'expérience et encore plus sur « l'influence persuasive » sur ses administrés de l'actuel commandant de ce cercle. »

« C'est à dessein que j'emploie ce dernier terme qui implique « la persuasion » à l'exclusion de toute pression brutale. Une fois éclairés sur leurs véritables intérêt par un administrateur qu'ils savent impartial, la grande masse de nos protégés se montre, en effet, très docile à exécuter ses instructions, quand surtout elles tendent manifestement, ce qui est le cas actuel, à leur apporter l'aisance à une échéance plus ou moins éloignée.

« Cet excellent état d'esprit général n'empêche pas cependant qu'ici et là se rencontrent des individus, irréductibles paresseux et contribuables récalcitrants qui, malgré la volonté de leur chef de village ou de canton, refusent de se plier à la règle commune. A leur sujet je vous rappelle les termes suivants de ma circulaire du 4 juillet 1922.

« Il pourra arriver que, soit par mauvaise volonté ou

par manque réel de moyens, un indigène ou un village entier se déclare incapable de payer l'impôt. Dans ce cas, vous *devrez obliger les contribuables récalcitrants ou dépourvus de ressources à entreprendre*, à leur bénéfice exclusif, des cultures vivrières ou industrielles, cultures vivrières si celles-ci sont insuffisantes dans le pays, cultures industrielles dans le cas contraire.

« Je renouvelle instamment cette recommandation en priant les chefs de cercle et de subdivision d'user largement de la faculté qui leur est laissée de substituer la plantation obligatoire aux peines de prison et d'amendes. »

Les efforts déployés dans tous les cercles ont abouti aux magnifiques résultats traduits par les statistiques comparatives commentées déjà au chapitre premier (1^{re} partie).

Energiquement stimulés et soutenus par les Commandants de cercle, les chefs indigènes désignés, non plus d'office comme pendant l'administration allemande, mais d'après le degré de confiance qu'ils inspiraient à la population, ont fortement aidé à secouer l'inertie de leurs congénères.

Leur influence a facilité en particulier l'installation des champs communaux où, se conformant aux suggestions de l'autorité, les collectivités ont entrepris de concert la culture du coton.

Le Commissaire de la République reconnaît l'activité dévouée de ces auxiliaires précieux dans les termes suivants :

« Nous avons trouvé en eux des collaborateurs loyaux empressés à seconder nos efforts dans nos tentatives de mise en valeur, ou chaque fois qu'il s'est agi

de procéder au recensement de la population, de percevoir les taxes et d'entretenir les voies de communication. Un certain nombre d'entre eux particulièrement marquants d'ailleurs aux conseils des Notables.

« Aussi bien, n'est-il pas sans intérêt d'observer que depuis une année, nombre de Chefs, écoutant nos conseils s'orientent de plus en plus vers l'agriculture. Ils paraissent s'être enfin rendu compte que la meilleure façon d'acquérir ou de conserver l'aisance ne consiste pas à prélever des dimes ou à recevoir des épices, et beaucoup ont entrepris de grandes plantations de cacao, de coton, ou de café, offrant ainsi leur exemple à leurs administrés » (Rapport 1923 page 120).

Les chefs indigènes ont été, en somme, les premiers éléments de l'élite rurale si indispensable pour la formation agricole de la masse.



Concours agricoles

Un excellent moyen d'actionner la masse a été aussi l'organisation périodique de concours agricoles.

Pour éveiller l'amour-propre des planteurs et déterminer entre eux une émulation dont devait bénéficier finalement la mise en valeur du territoire, le Commissaire de la République décida, dès 1923, d'organiser, chaque année, dans les différents cercles, des concours agricoles avec force distributions de primes et de diplômes.

Les succès de ces manifestations ont toujours été considérables. Le nombre des participants ne cesse de croître chaque année. On peut voir, à l'Agence écono-

mique de Paris, 37, rue Taitbout, où ils sont exposés, et disposés avec art, les spécimens des produits primés aux derniers concours.

Section II. — Rôle des services agricoles

Paragraphe A. — Généralités.

Parmi les collaborateurs les plus actifs et les plus utiles du Commissaire de la République et des Commandants de cercle figurent, en premier lieu, les agents européens et indigènes du Service Agricole créé par arrêté du 27 Octobre 1923 et du 16 Janvier 1924. Le rôle de ces agents a été défini d'une manière précise par la circulaire du 27 Octobre 1923, insérée au rapport de 1923, page 103 :

« J'entends que le rôle de ces agents soit triple. Conseillers techniques de l'administrateur d'abord. En second lieu, je désire qu'ils soient éminemment mobiles et, sauf le cas où leur présence sera indispensable au chef-lieu du cercle ou du territoire, ils devront parcourir la brousse d'un canton à l'autre pour y faire entreprendre des plantations nouvelles, visiter celles qui existent et donner aux indigènes d'utiles conseils. Enfin, ils formeront les moniteurs agricoles dont le cadre vient d'être créé tout récemment par l'arrêté du 16 Octobre courant ; à cet effet, des jeunes gens sortant des écoles régionales seront adjoints à chacun d'eux. »

Ce rôle est celui défini récemment par M. le Ministre Léon Perrier pour les services techniques agricoles coloniaux : « Ces services devront comprendre en mê-

me temps des établissements de recherches et aussi un solide organisme de dispersion des résultats » (1).

Le territoire a été divisé en secteurs agricoles correspondants à peu près aux actuelles circonscriptions administratives et parmi lesquels a été réparti le personnel. Le personnel européen, qui ne comptait en 1923 que deux agents, en comprend 7 en 1925. Le budget du service de l'agriculture comportant des crédits pour achat de matériel agricole, de graines, d'engrais s'est considérablement enflé depuis quelques années : de 30.000 francs en 1922, il s'est élevé à près de 200.000 francs en 1925.

Lors d'incessantes tournées dans les cercles, les Ingénieurs et conducteurs du service étudient la nature géologique des diverses régions, font des prélèvements de terrains dont l'examen sert à mieux guider les cultivateurs indigènes. Un laboratoire parfaitement outillé a été, en 1925, installé à Lomé. Le Pharmacien-major de l'Hôpital, chimiste averti, opère l'analyse des échantillons de terrain et de produits prélevés par le Service agricole.

Paragraphe B. — *Stations agricoles*

Afin de mieux convaincre l'indigène de la supériorité de nos méthodes culturales, des stations agricoles, dirigées par des ingénieurs du service d'agriculture, ont été créées à Tové et à Nuatja. Ces stations constituent de très actifs centres de démonstrations pratiques d'études, d'acclimation, de vulgarisation et de perfectionnement des méthodes agricoles.

Les pépinières qui ont été aménagées ont, jusqu'à

(1) Discours prononcé en Nov. 1926, à l'ouverture de la session du Conseil supérieur des Colonies.

ce jour, préparé plusieurs centaines de milliers de jeunes caféiers et cacaoyers, notamment, tous gratuitement répartis entre les indigènes et mis en terre sous la direction des agents.

En 1925, 150.000 caféiers, 100.000 cacaoyers, 20.000 kolatiers, 3.500 kapokiers, ont été distribués. En 1926, la seule station de Tové a disposé de plus de 100.000 jeunes caféiers et celle de Nuatja de 80.000.

Alors que Tové se consacre particulièrement à la formation pratique de moniteurs et à l'étude de cultures arbustives, Nuatja se spécialise à des essais et recherches sur le cotonnier et à la préparation de semences sélectionnées. Ces recherches sur le cotonnier sont d'une très grande importance pour le Togo, à cause des différenciations climatologiques présentées par ses diverses régions. L'administration allemande avait réussi à acclimater une variété de cotonniers dite « Togo sea island » convenant aux régions du Sud et au Moyen Togo. Mais, par suite du relâchement du contrôle administratif pendant la guerre, ce type s'est hybridé. L'administration française s'est appliquée à le reconstituer et à l'améliorer notamment dans le sens de la précocité.

Jusqu'en 1925, les semences sélectionnées préparées par les stations officielles ont été loin de suffire aux besoins annuels du territoire. L'administration a dû, chaque année, commander, en Nigéria notamment, des milliers de tonnes de graines. Cependant, afin d'alléger dorénavant les charges du budget, le Commissaire de la République s'est entendu avec les commerçants exportateurs pour qu'un pourcentage de graines provenant de leurs achats soit annuellement remis par eux aux commandants de cercles.

Paragraphe C. — *Champs-témoins*

Pour mettre plus à la portée de la masse les démonstrations pratiquées, l'administration locale a décidé, dans les divers cercles, l'installation de champs témoins.

Leur but a été défini avec netteté par la circulaire locale du 3 avril 1925 : (1) « Le but poursuivi (l'extension des plantations) ne saurait être atteint qu'en frappant le sens du cultivateur Togolais par des expériences rendant palpables les avantages des méthodes agricoles européennes... »

Les expériences ont été faites pour la culture du cotonnier et il a été prouvé à l'indigène que les rendements des parcelles simplement remuées à la « daba » et plantées étaient très inférieurs à ceux des parcelles remuées profondément et fumées.

Paragraphe D. — *Outillage agricole officiel*

Dans le but d'étendre les expériences de culture de la station de Nuatja, et de faire pour les indigènes, des démonstrations pratiques plus complètes, l'administration a acquis, en 1925, un matériel aratoire important. Le Bulletin économique du 2^e trimestre 1926, inséré au Journal officiel du Togo, donne le détail de cet outillage et des renseignements sur l'utilisation qui en a déjà été faite.

Ce matériel comprend :

« Un tracteur Latil type T. L.

« Un tracteur Agro avec charrue brabant double et bineuse.

« Une charrue Massey Harris trisoc à coutres roulants et rasettes,

(1) Rapport 1925, page 106.

- « Une charrue Pilter à 3 disques et rasettes,
- « Un scarificateur Massey Harris à 21 dents,
- « Un pulvérisateur Oliver à 32 disques,
- « Un débroussailleur Darriet à deux tam-bours,
- « Une grande égreneuse à kapok Brimkes,
- « Une petite égreneuse à kapok Brimkes,
- « Une grande presse à kapok Mayfarth,
- « Une petite presse à kapok Mayfarth .
- « Un égre noir à maïs à grand débit Pilter.

« Le tracteur Latil donne toute satisfaction, il est souple, robuste et rapide. Sa vitesse peut être estimée à 3 ou 4 km à l'heure au labour (trisoc).

Son rendement constaté est le suivant :

Attelé aux charrues : 3 ha par journée de 8 heures,

Attelé au scarificateur : 8 ha par journée de 9 heures,

Attelé au pulvérisateur : 8 ha par journée de 9 heures,

Attelé au débroussailleur : au moins 10 ha par journée de 9 heures.

Le prix de revient d'un labour à 20 cm de profondeur peut être évalué pour un ha à 232 francs, les frais et amortissement compris.

Voici les conclusions officielles des essais :

« Le labour mécanique revient ainsi sensiblement au même prix que le travail fait à la main, avec des avantages incontestables aux points de vue rapidité, régularité, qualité du travail. *Il supprime, en outre, les soucis occasionnés par le recrutement, le ravitaillement et le logement de la main-d'œuvre* (1). Le trac-

(1) Nous reviendrons plus loin, à propos de la question de la main-d'œuvre et du travail sur la partie soulignée de cette citation.

teur utilisé pour les charrois et comme force motrice peut enfin rendre de grands services.

« L'ensemble de ce matériel de culture a donné donc la plus entière satisfaction et il a déjà permis de réduire la main-d'œuvre dans des proportions appréciables. »

Paragraphe e. — *Champs communaux*

L'Administration, mettant à profit l'habitude des indigènes de travailler en commun, les a incités, dès 1923, à aménager des champs dits communaux, de cottonniers notamment. Le prix des récoltes est distribué par les chefs entre tous, infirmes et indigents compris. Fin 1925, on comptait au Togo 462 champs communaux couvrant 3.592 hectares. Les travaux sont en général guidés par des agents agricoles et entrepris avec des graines sélectionnées fournies gratuitement par l'Administration.

Cette méthode offre le double avantage de pousser les collectivités à des cultures rémunératrices et de leur inculquer les principes de mutualité.

Paragraphe f. — *Associations coopératives agricoles*

Des coopératives agricoles ont été créées en 1924 dans les cercles du Sud du Togo et une caisse d'avances a été instituée par arrêté du 30 Décembre 1925 pour aider à leur fonctionnement.

Le rapport de 1925 (page 108) contient d'intéressants renseignements sur le but et les moyens futurs de ces associations : « Aux termes de l'article 8 de l'arrêté précité, les prêts ou avances aux membres de ces coopératives sont fournis en nature et destinés exclu-

sivement à permettre à ces indigènes l'achat de matériel, d'outillage agricole ou d'engrais. Cette disposition a la signification d'un programme ; elle indique clairement le désir de l'Administration de voir ces associations s'orienter vers le perfectionnement des moyens de culture. Sans cette orientation, la production du pays est vouée, quelque ardent que l'indigène se montre au travail, à demeurer limitée et l'essor économique resterait « à un étiage moyen », maximum qui serait rapidement atteint.

On peut escompter de grands résultats de ces syndicats à en juger par l'énorme développement pris depuis 1910, par des Sociétés identiques de prévoyance et de mutualité créées en A.O.F. Le journal des « Annales Coloniales » du 25 Octobre 1926 signalait, pour ces sociétés de prévoyance, un nombre actuel de 1.572.000 adhérents avec un actif de 9.999.000 francs.

Dans ses divers rapports sur le budget du Département des Colonies, l'éminent député, M. Archimbaud, n'a cessé de souligner l'urgence qu'il y a, pour les entreprises coloniales, à parer, par un outillage perfectionné, à l'insuffisance de la main-d'œuvre indigène.

Section II

Paragraphe g. — *Ecole des moniteurs de Tové*

Apprentis agricoles

Nous avons précédemment indiqué que la station de Tové se préoccupait surtout de former des moniteurs qui, une fois initiés, sont répartis entre les secteurs du territoire pour éduquer la masse des planteurs et guider sur place leur effort. Créée par arrêté

du 16 octobre 1923, cette école donne un enseignement à la fois pratique et théorique. Les travaux entrepris dans les plantations et cultures de la station constituent d'excellentes leçons pratiques pour la formation professionnelle des élèves.

Soucieux de préparer le plus grand nombre possible de jeunes agriculteurs, l'administration, nous l'avons vu, s'est entendue avec la Cotoa pour qu'un contingent déterminé et périodiquement renouvelable d'apprentis soit formé sur les fermes de cette Société.

L'administration contribue par une subvention à l'entretien des apprentis stagiaires et se propose d'aider ensuite ces derniers à s'installer, par l'octroi de primes et de terres.

Section III

Paragraphe a. — *Amélioration de la qualité des produits et leur contrôle à l'exportation*

L'enrichissement recherché de l'indigène étant fonction autant de la quantité des produits que de leur qualité et de leur bon renom sur les marchés extérieurs, l'administration s'est toujours préoccupée d'améliorer les conditions de leur préparation et de leur présentation.

Mais, en l'espèce, les conseils, si pressants soient-ils, des commandants de cercle et du service agricole ne pouvant, à eux seuls, être suffisants, l'administration a institué, en plein accord avec la Chambre de Commerce et les notables indigènes, un service d'inspection des produits d'exportation, dont les attributions essentielles consistent à obliger les détenteurs des pro-

duits mal préparés à les reconditionner avant de les vendre aux exportateurs.

Les contrôleurs délivrent aux vendeurs des tickets de visite. Un deuxième contrôle a été établi à la sortie du Territoire : la douane n'autorise l'embarquement des stocks que sur présentation des tickets de visite, faute desquels une vérification est opérée à la douane même. D'abord limité aux amandes de palmes, par arrêté du 26 octobre 1922, et aux cotons par arrêté du 20 janvier 1923, le contrôle a été étendu, par un arrêté du 5 février 1926, au cacao, au coprah et aux huiles de palmes. Pour chacun de ces produits, la marge des impuretés tolérables a été strictement déterminée, afin d'éviter tout arbitraire dans la vérification.

En vue de faciliter le contrôle, un deuxième arrêté du 5 février 1925 a fixé, pour chaque cercle, les seuls marchés ouverts aux transactions des produits d'exportation. Grâce aux mesures adoptées les divers produits du Togo sont classés, en Europe, parmi les meilleurs de la côte d'Afrique.

Paragraphe b. — *Détaxes douanières*

Dans un but d'encouragement, la métropole a, dès le début de l'occupation française, accordé à certains produits du Togo (décret du 20 mai 1922) une tarification avantageuse ou la franchise douanière. C'est ainsi que le coton égrené, les graines de coton et les palmistes jouissent de la détaxe totale. Un contingent déterminé, fixé chaque année par décret, de cacao et de café, bénéficie de la demi-détaxe.

Section IV

Paragraphe A. — *Rôle joué par les instituteurs
officiels et privés pour le développement de
l'agriculture*

Le personnel de l'enseignement était particulièrement indiqué pour participer à l'œuvre d'éducation agricole envisagée : le Togo possédait fin 1925, 57 écoles fréquentées par 3.298 élèves.

Contracté dès l'école, le goût de l'agriculture est un pli qui, plus tard, dans la vie, a chance de se conserver et de se développer.

L'effet attendu de cette propagande scolaire est aussi de soustraire la jeunesse à l'attrait des emplois subalternes de bureau ou de factorerie.

Le rôle de l'école a été nettement fixé par la circulaire du 27 octobre 1923, dont ci-dessous un extrait (Rapport 1923, page 106) :

« Les maîtres auront ici une merveilleuse occasion de mettre en application cet enseignement pratique sur la nécessité primordiale duquel j'ai tant insisté depuis deux ans. Ils montreront à leurs élèves trop enclins à devenir clercs du Commerce ou de l'Administration, que le travail manuel est parfaitement honorable et que l'agriculture, pour un indigène laborieux et actif, est encore le plus lucratif et le plus indépendant des métiers. »

Les missions catholiques et protestantes qui, depuis 1926, disposent au Togo de 121 écoles, contenant 6972 élèves, et dont l'administration a toujours aidé à l'œuvre d'enseignement par des subventions importantes,

n'ont cessé de collaborer, dans les mêmes conditions que les écoles officielles, à l'enseignement agricole de la jeunesse.

L'extrait suivant d'une circulaire adressée, le 26 novembre 1925, par le Commissaire de la République, aux chefs des diverses missions, traduit cet esprit de collaboration (Rapport 1925, page 26).

« Pour atteindre un résultat pratique, il me paraît indispensable que les écoliers du Togo consacrent au moins une heure par jour à des travaux manuels ou agricoles, exception faite pour ceux d'entre eux qui montrent des dispositions particulières pour les études supérieures.

« L'enseignement officiel est orienté dans cette voie. Il me serait agréable de voir l'enseignement privé s'y engager résolument en adoptant les mêmes méthodes, à savoir :

« En introduisant dans les écoles primaires un enseignement professionnel principalement agricole, une parcelle de terre attenante à l'école devrait être cultivée par les élèves auxquels on enseignerait, après les leçons, les meilleurs procédés pour produire utilement le café, le cacao, le coton, etc.

« En y joignant un autre enseignement technique dans les écoles régionales,

« En enseignant aux filles la couture et les diverses branches de l'économie domestique,

« Je suis résolu à seconder d'une façon tangible vos efforts en vue de donner à l'enseignement pratique et professionnel la place qui doit lui revenir dans les programmes scolaires. De même que dans l'enseignement proprement dit, mon aide se fonde sur les succès obte-

nus par vos élèves aux examens, de même elle sera proportionnée dans l'enseignement pratique aux résultats acquis. Un texte déterminera sous peu les éléments dont il sera tenu compte pour la fixation du montant des subventions. En attendant, à titre de premier encouragement, je suis tout disposé à accorder à certaines écoles que vous me désignerez, des allocations de façon à leur permettre d'acquérir le petit outillage nécessaire à la mise en train des travaux pratiques.

« Des mutuelles scolaires, analogues à celles de l'enseignement officiel, vous paraîtront sans doute devoir accompagner les plantations scolaires ; elles faciliteront votre œuvre en même temps qu'elles développeront chez les enfants l'esprit d'entraide.

« Aussi bien, n'ai-je pas besoin d'insister plus longuement pour vous persuader de l'intérêt primordial qui s'attache à développer par-dessus tout, dans vos écoles, un enseignement pratique et professionnel. Le passé m'est un garant de l'avenir et je sais que vous ne négligerez aucun effort pour entrer dans cette voie qui, plus sûrement qu'aucune autre, conduira les Togolais vers une vie meilleure et leur permettra d'atteindre la civilisation. »

A presque toutes les écoles officielles et privées des champs scolaires ont été annexés, et instituteurs et moniteurs enseignent aux élèves les travaux culturels les plus divers (aménagement des pépinières, mise en terre des jeunes plants, entretien des plantations, récolte, etc.). Tandis que les produits vivriers (ignames, manioc, etc.) sont consommés dans les cantines scolaires, les produits d'exportation récoltés sont

vendus au profit de tous les élèves. Des mutuelles scolaires ont été organisées auprès des écoles régionales et gèrent les revenus des jardins. Les sommes recueillies servent à aider les élèves pauvres, à acheter du petit outillage aratoire et à installer des champs scolaires.

Ainsi, à la pratique des travaux agricoles s'ajoute celle, non moins précieuse, de la mutualité et de la prévoyance.

En 1925, l'administration locale a modifié le programme et l'horaire scolaires, pour réserver aux travaux manuels et agricoles une place plus importante. Une moyenne quotidienne de deux heures a été prévue pour ces exercices. Ajoutons que pour stimuler le zèle des maîtres et des élèves, un arrêté d'avril 1926 a institué des primes relativement élevées pour les écoles qui, dans l'année, obtiendraient les meilleurs résultats au point de vue des pépinières et des cultures d'exportation.

Des commissions locales, comprenant notamment le commandant du cercle et les agents du service agricole, vont toute l'année apprécier dans les jardins scolaires les efforts faits. En fin d'année, une commission centrale, siégeant à Lomé, établit, en vue des primes à allouer, le classement des écoles d'après les comptes rendus reçus des commissions locales.

Paragraphe B. — *Enseignement professionnel*

Dans un pays agricole, l'enseignement professionnel doit être mené de front avec l'enseignement agricole. Il faut, en effet, préparer de bons ouvriers (maçons, forgerons, mécaniciens, etc.) pour l'aménage-

ment des usines et des fermes et la réparation de l'outillage. Cet enseignement est aujourd'hui donné au Togo par trois institutions : l'école professionnelle de Sokodé, créée le 21 septembre 1922, l'école d'apprentissage du Chemin de fer de Lomé, instituée le 24 avril 1923 et l'école professionnelle de la mission catholique.

L'école professionnelle de Sokodé comptait, en 1925, 34 élèves recrutés surtout parmi les meilleurs sujets des écoles du Nord du Territoire. Ils se répartissaient ainsi : 18 apprentis forgerons, 12 apprentis menuisiers, 4 apprentis maçons.

Le régime de l'école est l'internat. Un arrêté du 3 août 1926 a porté de deux à trois ans la durée des cours et a ajouté une nouvelle section pour la formation d'ouvriers en peaux.

L'école professionnelle des ateliers du Chemin de Fer, qui est placée, à Lomé, sous le contrôle du Directeur des Travaux Publics et du Wharf, comprenait, en 1925, 20 élèves, tous externes, et ainsi répartis : 1 chaudronnier, 5 forgerons, 11 ajusteurs et 3 charpentiers.

Par le nombre de ses élèves et le perfectionnement de son outillage, l'école professionnelle de la mission catholique est le plus important des établissements d'enseignement professionnel.

L'administration aide à son fonctionnement non seulement par des subventions annuelles (30.000 fr. de 1921 à 1924, 50.000 fr. en 1925 et 60.000 fr. en 1926), mais aussi par des commandes de matériel passées à ses ateliers et à son imprimerie. Cette école occupait en 1925, 25 ouvriers, tous anciens élèves, et 42

élèves dont 11 apprentis imprimeurs, 9 mécaniciens, 15 ouvriers en bois, et 7 tailleurs.

Le personnel enseignant est composé exclusivement de missionnaires européens spécialisés pour chacun des ateliers. Cet établissement rend, au point de vue de la formation des ouvriers en tous genres les plus signalés services. Presque tous les ouvriers un peu compétents du Territoire ont été préparés par lui.

Section IV. — Service zootechnique-élevage

Le Togolais est plus agriculteur qu'éleveur. Le Territoire ne compte que 40.000 bœufs, 63.000 moutons, 82.000 chèvres, 5.000 porcs, 1.000 baudets, cheptel absolument disproportionné avec son étendue. Le développement de l'élevage se heurte à trois obstacles : 1° L'insuffisance des pâturages, notamment dans le bas et le moyen Togo ; 2° le manque de soins de l'éleveur indigène pour ses animaux et son esprit de routine ; 3° les épizooties (peste bovine, charbon, etc.) qui périodiquement déciment les troupeaux.

La politique de reboisement, méthodiquement poursuivie par l'administration et les essais, actuellement entrepris, de prairies artificielles, permettront d'étendre les pâturages.

Contre les épizooties, généralement provoquées par les nombreux troupeaux du Dahomey traversant le Togo pour se rendre en Gold Coast, le service zootechnique organisé, en 1924, sous la direction d'un vétérinaire européen, mène une lutte énergique.

Lors des épidémies qui ont sévi en 1925 avec intensité dans le sud du Territoire, un sérum anti-pesteux

préparé à Bamako et du vaccin anti-charbonneux, reçu du laboratoire de Kyndia, ont donné quelques succès.

Malheureusement les mesures prophylactiques sont surtout contrariées par la négligence de l'éleveur indigène et son ignorance.

Nous lisons, en effet, dans le rapport de 1926, page 113 : « Malgré les conseils répétés qui leur sont donnés, en dépit même des dispositions de la réglementation locale, la plupart des éleveurs persistent à ne pas déclarer les premiers cas suspects, à ne pas isoler les animaux atteints et à ne pas enfouir profondément les dépouilles.

« C'est ainsi que lors des épidémies de peste bovine déclarées en mai-juin 1925 dans le Cercle de Mango et de Sokodé, on a relevé que les indigènes vendaient de village en village, au lieu de l'enterrer, de la viande d'animaux décédés... Dans ces conditions l'éducation de l'indigène est une œuvre difficile et longue. »

D'autre part, l'administration s'applique avec ténacité, malgré les mécomptes déjà subis, à améliorer les diverses races indigènes, par des croisements avec des reproducteurs importés d'Europe ou des colonies voisines.

Les résultats obtenus avec des porcs d'Europe sont très encourageants : le croît a permis de pourvoir les cercles de reproducteurs vigoureux, mis gratuitement à la disposition des indigènes. Des lapins importés en 1924 se sont parfaitement acclimatés.

Bien que des béliers et brebis, provenant de la Creuse et d'Algérie n'aient point résisté aux épidémies survenues en 1925 dans le Sud du Territoire, les expé-

riences seront reprises avec de nouveaux producteurs. Toutefois elles seront poursuivies dans le Nord, plus favorisé au point de vue du climat et des pâturages.

Signalons, enfin, que dans le but de faciliter le transports des produits dans les Cercles du Nord, non encore desservis par le rail, l'administration a entrepris depuis 1925, des essais d'acclimation et de croisement de baudets importés de la Haute-Volta.

Section V. — Voies de communication

Produire est vain, si l'on ne transporte, avons nous précédemment dit.

L'administration française, estimant qu'un réseau de voies de communication étendu et en parfait état conditionne étroitement la mise en valeur du territoire, n'a cessé de déployer les plus grands efforts pour compléter largement ce qui avait été fait sous l'administration allemande.

Nous parlerons d'abord des routes, puis des voies ferrées.

a. Routes

Le Togo est aujourd'hui traversé, du Nord au Sud, depuis la limite de la Haute-Volta jusqu'à Lomé, par une route accessible aux automobiles et aux camions, passant par Atakpamé, Sokodé, Lama et Mango. D'autres routes, également carrossables, relient Lomé avec les colonies voisines de la Gold Coast et du Dahomey, l'une, de Lomé à Kpandou, par Klouto, l'autre de Lomé à GrandPopo, par Anecho.

Des voies moins importantes se greffent sur l'artère centrale à Nuatjà et à Atakpamé.

Depuis ces dernières années, on travaille activement

à l'aménagement de deux routes particulièrement difficiles devant desservir, l'une, le riche plateau de Daye, dite « Route du Café », l'autre, la région de l'Akposso, dite « Route du Cacao. »

La route des pays Cabrais, dite « de la Main-d'œuvre » et mesurant 158 km, a été terminée en 1925.

En 1925, le réseau automobilisable du Territoire comportait 2.330 km, chiffre presque double du réseau laissé par l'administration allemande et ne comprenant pas les nombreuses pistes secondaires qui sillonnent les divers cercles. Ajoutons que, partout, l'administration a tenu à installer des ouvrages d'art définitifs.

Le Tableau suivant indique, pour chaque Cercle, l'importance actuelle de son réseau routier et les crédits prévus en 1926 au titre des travaux de route :

Cercles	Routes carrossables (en km)	Crédits accordés pour 1926
Cercle de Lomé.	323 km.	200.000 fr.
» Anecho ...	790 km.	320.000 fr.
» Klouto	233 km.	207.000 fr.
» Atakpamé.	361 km.	262.000 fr.
» Sokosé	433 km.	190.000 fr.
» Mango	190 km.	317.000 fr.
		1.496.000 fr.

En attendant que le réseau de voie ferrée soit poussé au delà d'Atakpamé, vers Sokodé, et afin d'augmenter le rayon d'action du rail actuel, l'administration vient de créer, pour voyageurs et marchandises, un service

de transports automobiles qui est en concordance avec le chemin de fer Lomé-Atakpamé.

Ce service, dont l'organisation et le fonctionnement ont été fixés par un arrêté local du 29 juillet 1926, comprend les deux lignes d'Atakpamé à Sokodé et de Sokodé à Mango.

L'article 2, paragraphe 2, du texte énonce que « d'autres lignes et des réseaux nombreux pourront être créés par arrêté suivant les besoins de la situation économique. »

Cette disposition vise sans doute l'installation d'un service identique à Zébé (Cercle d'Anecho) en complément de la voie ferrée reliant Lomé à Anecho.

Le rapport de 1925 (page 92) mentionne ce projet et l'établissement d'une première commande de 10 camions pour sa réalisation.

Ces services automobiles augmenteront sensiblement le trafic actuel des chemins de fer.

b. *Voies ferrées*

Le réseau ferré existant est celui laissé par l'administration allemande, mais considérablement amélioré quant à la solidité de la voie et à l'état du matériel roulant.

Tous les ponts que les Allemands avaient détruits en 1914 ont été reconstruits. De nouvelles gares ont été ouvertes ; le ballastage de la voie se poursuit activement.

6 locomotives anciennes ont été complètement revues, 2 nouvelles ont été mises en service et une commande importante de locomotives et de wagons sera bientôt exécutée.

Ce réseau qui mesure 328 km, comprend 3 lignes divergentes, mettant en communication Lomé avec les chefs-lieux des Cercles d'Anecho, de Klouto et d'Atakpamé.

Plusieurs départs ont lieu chaque semaine sur ces diverses lignes. En période de production intense, le nombre des trains de marchandises est sensiblement augmenté.

Le développement continu du trafic traduit la progression de la mise en valeur du pays. Le nombre des voyageurs est passé de 109.000 en 1922 à 175.000 en 1923, à 205.000 en 1924 et à 250.000 en 1925.

Le tonnage de transport a été de 15.000 tonnes en 1921, de 21.500 tonnes en 1922, de 29.700 tonnes en 1923, 34.900 tonnes en 1924 et 38.085 tonnes en 1925.

Les dépenses et recettes du Chemin de Fer font l'objet d'un budget annuel, qui n'a cessé de se développer, ainsi qu'en témoignent les statistiques comparatives suivantes :

Années	Recettes globales	Coefficient d'exploitation	Tonnage transporté (transports administratifs non compris).
1921	2.423.582 fr.	91,3 %	15.538 T.
1922	2.665.950 fr.	85,» %	17.271 T.
1923	1.965.114 fr.	83,7 %	29.697 T.
1924	2.530.123 fr.	38,6 %	34.030 T.
1925	3.456.134 fr.		36.343 T.

Ajoutons que l'administration a fait commencer,

en 1925, la construction d'un second Wharf de 420 m qui comprendra 3 voies et sera doté de 6 grues à vapeur.

Le premier wharf de 350 m, édifié par les Allemands, avait été reconstruit en 1913. Mal entretenu pendant la guerre, il a nécessité, en 1924-25, de sérieuses améliorations (remplacement de fers usés, changement de rails et de plâtrages).

L'activité du port de Lomé se développant sans cesse, il était nécessaire d'installer un deuxième wharf d'une capacité journalière de manipulation supérieure.

Le tableau comparatif suivant souligne l'augmentation continue du trafic du wharf :

Années	Importation en tonnes	Exportation en tonnes	Totaux en tonnes	Recettes globales en Francs
1921	5.871.400	6.779.605	12.651.005	595.901 fr. 68
1922	11.456.047	14.288.620	25.744.667	459.729 fr. 39
1923	13.401.524	17.988.079	31.389.603	939.887 fr. 98
1924	17.664.781	21.978.438	39.643.219	1.260.310 fr. 30
1925	24.136.998	21.336.751	45.533.749	1.370.755 fr. 84

Ajoutons que le matériel du wharf a été sensiblement renforcé et que sa flottille comprendra bientôt 21 unités dont 1 chaloupe de remorquage à vapeur de 36 HP, un boat de 10 tonnes et 19 baleinières de 3-4 tonnes.

Section VI. — La question minière

Le sous-sol du pays est, jusqu'ici, presque complè-

tement inconnu. L'administration française, n'ayant trouvé, dans les archives allemandes, aucun document important sur cette question, a décidé de confier à des missions le soin d'étudier les richesses du sous-sol. Des crédits sont annuellement prévus au budget pour les frais de ces prospections.

L'on sait seulement que des gisements de minerais de fer se rencontrent dans la région Nord, près de Bassari. De tout temps les indigènes les ont plus ou moins exploités. Il ne sera possible d'en tirer un parti rationnel que lorsque Bassari sera relié par la voie ferrée à Atakpamé, terminus actuel du chemin de fer venant de la côte.

Quelques filons de quartz aurifère à faible teneur existeraient dans le Cercle d'Atakpamé. Les sables du Mono rouleraient aussi des parcelles d'or. Pour apprécier l'importance de ces ressources et être fixé sur leur degré d'exploitabilité, il est utile d'attendre les conclusions de l'enquête géologique organisée.

Section VII. — Assistance médicale

Il ne saurait s'agir pour nous d'entrer dans les détails d'organisation de ce service. Toutefois, traitant de l'œuvre économique réalisée au Togo, nous ne pouvons ne pas fixer, par quelques statistiques substantielles et quelques brefs commentaires, les résultats auxquels l'administration locale est déjà parvenue, dans son souci dominant d'assurer, comme l'indique le rapport de 1925 (page 35), « la conservation du capital humain et son accroissement », clef de voûte de la mise en valeur poursuivie.

Début 1926, le Togo comptait 8 médecins et un

pharmacien. En 1913, l'administration allemande disposait de 10 médecins pour le Togoland, mesurant 88.000 kmq. au lieu des 53.000 de l'actuel Togo soumis au mandat français.

Le personnel indigène comprenait, fin 1925, 2 médecins auxiliaires, 13 aides-médecins, 3 sages-femmes, 38 infirmiers et infirmières ; en 1913, il n'existait, dans le Togoland, que 18 infirmiers indigènes.

Le rapprochement est, à cet égard, comme à tous autres, à notre avantage.

Chaque cercle est aujourd'hui pourvu d'un médecin européen et de plusieurs agents indigènes. Le nombre des hôpitaux et dispensaires augmente chaque année. Par de fréquentes tournées, les médecins des cercles entrent en contact avec la population.

Le tableau suivant, extrait du rapport de 1925, résume les efforts successifs et les résultats acquis depuis 1921.

Années	Nombre de consultations	Consultants nouveaux	Crédits prévus pour l'assistance médicale et le Serv. d'Hyg. et de prophylaxie.
1921	43.579	10.275	348.647 fr.
1922	99.015	29.421	450.776 fr.
1923	158.533	33.426	1.044.016 fr.
1924	215.787	60.912	1.149.807 fr.
1925	202.820	63.410	1.608.721 fr.
1926			2.510.297 fr.

En 1913 et 1914, l'administration allemande n'avait

prévu, pour tout l'ancien Togoland, que 331.285 marks et 425.085 marks.

Grâce à l'activité du personnel médical et à la confiance croissante des indigènes en la médication européenne, une certaine diminution a déjà été relevée dans la mortalité et surtout dans la mortalité infantile.

Pour mieux suivre les fluctuations de la population et contrôler les résultats de l'organisation de l'assistance médicale, l'administration vient de décider, par arrêté du 14 août 1926, l'ouverture à Atakpamé d'un bureau de démographie rattaché à la Direction du service de santé.

L'œuvre française aux colonies ayant, au premier chef, un but humanitaire, le Gouvernement a toujours prêté un intérêt particulier à tout ce qui se rapporte à l'hygiène des populations noires et à leur développement.

Définissant, à la Chambre des députés, sa politique coloniale, M. le Ministre Daladier ne déclarait-il pas « considérer que la première œuvre à accomplir est une politique démographique » et « qu'il convenait d'organiser une véritable croisade pour l'hygiène et la santé publique dans nos colonies » (Débats de la Chambre — 23 décembre 1924, page 4.768).

On trouverait une nouvelle preuve de cet intérêt spécial dans le décret du 18 septembre 1926, par lequel le distingué Ministre des Colonies, M. Léon Perrier, a créé une Inspection mobile du Service de Santé, « pour le contrôle, aux colonies, des mesures adoptées pour le développement des races indigènes. »

CHAPITRE TROISIEME

Politique Financière

Le détail du système fiscal appliqué au Territoire débordé du cadre de la présente étude. Aussi nous bornons-nous à signaler les traits essentiels de la matière financière présentant un lien étroit avec le programme économique, objet de la présente thèse.

Nous relèverons, en tout premier lieu, que le régime fiscal adopté au Togo a, comme l'indique le rapport de 1925 (page 53) « toujours visé à réaliser l'équilibre budgétaire par des recettes puisées dans les résultats du développement économique du pays, plutôt que par les impôts personnels. Il a permis, jusqu'ici de faire face à toutes les dépenses d'administration et de mise en valeur. »

Fiscalité incontestablement prudente. Cependant, malgré leurs exigences croissantes, les charges sociales et de la mise en valeur ne firent jamais reculer l'Administration, à cause même de leurs heureux effets matériels et moraux conjugués. Si M. le Garde des Sceaux Barthou a pu dire que « en France la politique coloniale était la condition de la politique sociale », on pourrait énoncer qu'au Togo la politique sociale a toujours été conditionnée par la politique économique.

« En Afrique », a écrit M. le Gouverneur Bonnemare, « l'élévation morale des populations demeure inopérante et précaire sans une amélioration économique correspondante. Créer la prospérité autour de

nous, voilà donc quelle est la meilleure façon de comprendre notre rôle de civilisateur. » M. le Ministre Léon Perrier a la même conception : « J'estime, pour ma part, que l'enrichissement de nos colonies doit se poursuivre sur le plan moral comme sur le plan matériel » (1).

Par l'utilisation immédiatement faite, sous ses yeux et pour son bien, des impôts qui lui sont demandés, le Togolais n'a pas tardé à s'apercevoir que le système fiscal allemand avait définitivement vécu.

En quoi consistait le système allemand ? Le passage suivant d'une circulaire du Commissaire de la République, en date du 4 juillet 1922 (rapport 1922 page 196) nous renseigne suffisamment à ce sujet, en même temps qu'il précise le système inauguré par l'administration française.

« L'impôt travail, reliquat de l'administration allemande, était en contradiction foncière avec nos institutions. Purement fiscal, souvent peu humain dans ses applications, il ne visait qu'à l'exploitation intensive du pays au profit du dominateur sans tenir aucun compte du bien être de l'indigène. Constituant à mon sens une atteinte manifeste aux obligations que nous impartit le traité de Versailles, il était urgent qu'il disparût, et il est prouvé que le système de l'impôt personnel a toujours eu, sur la situation économique, la plus heureuse influence en incitant l'indigène à travailler et à tirer partie des ressources locales. »

Et effectivement, un impôt personnel a été établi,

(1) Discours prononcé à l'ouverture de la session du Conseil Supérieur des Colonies, en Novembre 1926.

variable avec le degré de fortune, et comportant un taux différent pour chacune des 5 classes de contribuables créées par l'arrêté du 3 juillet 1922; supprimant l'impôt-travail.

Il est à remarquer que l'impôt personnel, l'obligation des prestations, les taxes d'exportation et d'importation, frappent tant l'indigène que l'européen.

Par suite de la dévalorisation du franc, l'administration a dû envisager, en 1926 (arrêté du 7 septembre 1925) un relèvement général du taux des impôts et taxes, ce, d'accord avec le Conseil des notables et le Conseil économique et financier. Malgré ces augmentations, l'indigène est, en 1926, bien moins chargé d'impôt qu'en 1914. Sous l'administration allemande, en effet, comme le rappelle le rapport de 1925 (page 53) l'autochtone était habitué à acquitter un impôt fiscal de 6 shillings, ou 6 marks-or à la base. Or la taxe actuelle de base de 20 fr. plus 8 fr. de rachat de prestations, soit 28 fr., que doit acquitter aujourd'hui l'indigène du Sud, le plus fortement imposé, est encore bien inférieure aux impôts en mark-or de 1914, ainsi, du reste, qu'à la capacité contributive du Togolais, considérablement accrue depuis 10 ans.

Au demeurant, l'administration locale dépense, pour le bien être social, moral et matériel des indigènes, une somme supérieure au total de leurs impositions au titre de l'impôt personnel et du rachat des prestations.

Le tableau suivant établit cet excédent des dépenses sur les recettes provenant exclusivement des indigènes (rapport 1925 page 69).

Comparaison entre les impôts prélevés directement
sur les indigènes et les dépenses inscrites
pour leur bien-être social, moral et matériel.

Années	Impôts (1)	Dépenses	PROPORTIONS Quand il prélève 100 fr. sur l'indigène, il est dépensé dans son intérêt
1922	735.000	978.295	133,10
1923	1.500.000	1.962.516	130,83
1924	2.225.000	2.901.241	130,39
1925	2.500.000	7.319.986	202,79
1926	3.500.000	10.304.960	294,42

(1) Impôt personnel et rachat des prestations indigènes.

Au Togo le budget a toujours été alimenté surtout
par les recettes douanières. On en peut juger par le
tableau suivant :

Budget du Togo des Exercices 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926

RECETTES

1 ^{re} Section	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Impôts sur rôles	54.555	885.500	964.000	1.781.000	2.498.000	2.850.000	4.241.000
Recettes douan.	105.858	1.853.300	2.247.300	3.067.000	3.814.000	5.478.500	8.650.200
Exploit. indust.	53.256	155.000	119.000	146.000	144.000	170.000	752.500
Produits sur o/R	1.300.744	694.500	292.700	440.000	390.000	800.000	1.013.500
	"	"	"	"	"	"	"
	"	"	6.000	26.000	60.000	80.000	80.000
	"	"	"	"	"	"	"
Totaux des recettes ordinaires	1.514.413	3.588.300	3.629.000	5.460.000	6.906.000	9.378.500	14.737.200
2 ^e Section							
Prélèvement sur la caisse de réserve	"	"	"	"	"	"	"
	"	"	"	400.000	1.300.000	7.500.000	9.150.000
	1.514.413	3.588.300	3.629.000	5.860.000	8.206.000	16.878.500	23.887.200

Si on rapproche ces statistiques de celles des exportations et importations, données au chapitre I (1^{re} partie), on voit que l'élévation des recettes budgétaires est en rapport étroit avec le développement du commerce général.

Malgré les énormes dépenses faites depuis 1925 et à faire en 1926, par le Territoire, pour les œuvres sociales et économiques, la caisse de réserve, d'après les prévisions du rapport de 1925, devait « posséder au 31 mai 1926 un actif global de 34 millions. »

Il y a mieux : En tenant compte des 12.500.000 fr. de dépenses projetées de 1926 à 1928 pour la construction du wharf, la construction de T. S. F., la réfection des voies ferrées, la construction d'une usine d'égrenage à La Kara, etc., l'administration locale es-compte, en 1929, un avoir de 80 millions à la caisse de réserve.

Ces fonds, l'administration les destine notamment :

1° Au fonctionnement de la caisse de prêts et d'avances instituée en faveur des associations coopératives agricoles :

2° A la préemption du domaine d'Agou, ce qui aurait pour conséquence la restitution aux collectivités des terrains qui leur ont été pris par violence dans les conditions déjà précisées au chapitre II (1^{re} partie).

3° La continuation du réseau ferré actuel par Bassari et vers le Togo anglais au delà de Palimé.

Il ressort de ce qui précède que le Territoire a adapté résolument le budget à l'exécution de son programme économique.

QUATRIÈME PARTIE

La question de la liberté et du travail Le problème de la main d'œuvre

CHAPITRE PREMIER

Section I. — Considérations générales sur le travail humain

A y bien réfléchir, le seul mot « travail » résume et le but et la méthode de toute œuvre colonisatrice, même de toute vie humaine. L'homme est condamné, par sa propre nature, à un effort quotidien contre la terre qui le porte ; cette lutte ne se termine que lorsque, fatalement vaincu, il retourne à la terre. Matière lui-même, il doit, de par l'inéluctable nécessité de sa vie organique, s'incorporer la matière et donc vivre de la terre. C'est la loi physique de sensibilité définie par les physiocrates et qui, d'après leur théorie, implique d'abord la « propriété personnelle », c'est-à-dire la liberté, le droit de l'homme sur lui-même », ensuite, la propriété sur « ce à quoi son travail s'incorpore. » Propriété, liberté et égalité sont, en substance, des droits qui se confondent et ont un même fondement : la nature. Sans cette propriété, l'homme est porté, par sa sensibilité même, à fuir la peine.

Cette philosophie, la Révolution française l'a faite sienne ; sa proclamation des Droits de l'Homme en témoigne.

Ce sont ces mêmes principes qui, au Togo comme dans les autres colonies, ont inspiré et inspireront toujours la politique économique et sociale de la France.

« Au-delà des mers, a pu dire M. le Ministre Dalaudier, des multitudes attendent du Parlement Français et du Gouvernement de la République, une politique de progrès et de liberté » (1).

Écoutez encore (Discours prononcé à la Chambre des Députés le 3 février 1914 (2), M. le Gouverneur Général Lutaud : « La France est un pays avide d'égalité, il éprouve le besoin de croire à l'unité de la race humaine, momentanément brisée par l'action millénaire des climats et des milieux, mais qu'il faut reconstituer sur la base du progrès et de la civilisation. »

Mais s'il convient, en Afrique, de tenir compte de la loi naturelle de sensibilité et de ses conséquences, il faut aussi ne pas perdre de vue la loi de l'évolution. « La majorité d'un peuple », ajoutait M. Lutaud, « ne peut s'acquérir qu'au prix d'un long apprentissage ».

Par ailleurs, les nations les plus avancées, ont-elles déjà atteint le suprême stade de civilisation ? Il n'est qu'à voir, pour en douter, le choc des classes, les efforts constants et héroïques des démocraties pour réduire les égoïsmes et, par de successives transactions sociales, acheminer les peuples vers toujours plus de justice, dans « l'espérance éternelle », a écrit M. Fer-

(1) Débats Chambres des Députés 23 Déc. 1924, page 4765.

(2) Débats parlementaires Chambre des Députés, février 1914

dinand Buisson, « de voir peu à peu le genre humain s'évader des méthodes bestiales et brutales. »

Toutes les nombreuses conceptions qui, autour du problème de la répartition des richesses, se heurtent, depuis l'individualisme intégral jusqu'au communisme marxiste, ne prouvent-elles pas que la justice idéale n'est nulle part encore réalisée ?

Que signifie l'institution du Bureau International du Travail, sinon que des efforts s'imposent encore pour améliorer les conditions du travailleur même européen et que les nations civilisées doivent se concerter pour mieux organiser le travail et assurer aux salariés plus de dignité et plus de garanties.

Voyez toutes les difficultés que rencontre, même aujourd'hui, l'application de la loi de 8 heures, toute la puissante activité que déploie, pour la ratification générale de cette loi humaine, le grand français, M. Albert Thomas, qui dirige et anime, depuis sa création, cet organisme international.

Ce long processus, où l'Europe, elle même, est encore engagée et qui, de l'esclavage, de l'asservissement de l'homme à l'homme, conduit, par la liberté, au bonheur social, est le cycle que la France a charge de faire parcourir aux populations noires, à celles du Togo en particulier. Mais, s'inspirant de son histoire, mieux instruite par l'expérience, la France veut s'appliquer à raccourcir, au possible, ce cycle.

Au Togo, l'administration s'est, on le verra, strictement conformée à la conception révolutionnaire de liberté et de propriété, d'une part, et du traitement équitable des travailleurs, d'autre part.

D'abord, l'esclavage a été entièrement aboli, dès le

début de l'occupation. Le passage suivant du Rapport du Gouvernement de 1922 est à citer : « Les Allemands interdirent le commerce des esclaves par une loi du 28 juillet 1895, mais ils ne supprimèrent pas les situations acquises ; les esclaves n'obtenaient leur liberté qui si le maître passait, soit avec eux, soit avec un tiers, un contrat, enregistré par l'administration, les déliant moyennant indemnité vis-à-vis de lui. »

« Dès l'occupation française, des proclamations ont fait savoir que, non seulement le commerce des esclaves était interdit, mais que la situation d'esclaves ou de captifs de case était inexistante, tous les individus étant libres du fait qu'ils se trouvaient sous la domination française. »

Promulgation fut faite au Togo, des Décrets du 1^{er} décembre 1905, 8 août 1920 (24 novembre et 19 décembre 1922, réprimant les faits de traite de tout ordre. Geste humain et qui nous vaudra l'éternelle reconnaissance des Togolais et qui justifie cette parole de M. le Ministre des Colonies, que « l'honneur de la souveraineté française est d'avoir détruit l'autorité des féodaux africains ou asiatiques. » (Débats Chambre des Députés 24 septembre 1924).

Pour ce qui est de la propriété du sol, un chapitre précédent a montré les efforts faits pour consolider les droits d'usage des indigènes et développer la propriété individuelle, condition primordiale de la progression de la production du pays.

« L'essor économique du Territoire repose tout entier sur la mise en valeur du sol par le propriétaire togolais », rappelle le rapport de 1925 (page 5).



Mais à côté de l'indigène propriétaire, il y a l'indigène salarié du colon et dont il convient de régler les conditions de travail. C'est ce problème de la main d'œuvre que nous allons maintenant aborder à la section II.

Section II

Paragraphe I. — *Considérations générales sur le problème de la Main d'Œuvre aux Colonies*

Aux colonies, il est peu de problèmes plus délicats que celui de la réglementation des rapports du salariat et du patronat. En pays civilisé, l'aiguillon du besoin pousse employeurs et employés à se rechercher et, généralement, à s'entendre. Lorsque l'autorité intervient, — et elle ne le fait pas toujours, témoin la grève minière qui dure depuis sept mois en Angleterre, — ce n'est que pour garantir l'ordre public ou pour aider, d'une manière indirecte (par la publicité, par exemple, donnée aux offres de travail et demandes d'emploi), à mettre en contact patrons et salariés. Selon les législations, l'arbitrage est obligatoire ou non. En cas de conflit grave, d'accidents de travail, c'est la Justice ou, comme en Alsace, des Offices spéciaux, qui tranchent les litiges et, le cas échéant, condamnent l'employeur à payer aux victimes des indemnités ou des pensions.

En exceptant les vieilles colonies des Antilles et de la Réunion, assimilables à tous égards, par leur état de civilisation, à des départements français, nos autres possessions font l'objet de réglementations spéciales, fort disparates dans leur ensemble.

Il n'y a, d'ailleurs, point lieu de s'étonner de ces différenciations, étant donné la nécessité qu'il y a, pour l'Administration, tout en ne perdant pas de vue l'idéal d'humanité et de dignité du travail à poursuivre, à adapter la réglementation à la fois à la mentalité indigène et aux besoins réels de la colonisation et des travaux publics.

Au demeurant, l'appropriation de l'activité de l'homme à ses besoins est un fait universel. Or l'indigène n'a que des besoins très réduits, trop réduits. Il en est encore, presque partout en Afrique, à la phase de chrématistique naturelle dépeinte par Aristote et qui, à cause de ses misères et de son dénuement, n'est tout de même pas la phase idéale, quoique prétendent certains adversaires de l'œuvre colonisatrice.

Quelle politique convient-il de suivre, en Afrique, pour mettre en valeur ce continent et, ainsi, civiliser ses habitants ?

Décréter, pour le noir, l'obligation du travail serait contraire aux principes français ; ce serait, au surplus, indirectement, donc hypocritement, restaurer l'esclavage que la France républicaine — et c'est sa fierté — n'a jamais entendu couvrir de son drapeau. L'obligation du travail qui, il est vrai, est un des rêves du communisme, ne peut, à notre avis, résulter, pour l'homme, et sous toutes les latitudes, que de sa conscience, du sentiment de son devoir envers lui-même, envers sa famille, et la collectivité. Cette conscience et ce sentiment, le noir primitif, il faut le reconnaître, est encore loin de les avoir. Notre rôle est précisément d'arriver, par l'éducation, à les susciter. Notre présence en Afrique n'a pas d'autre raison d'être.

Dès lors, puisque l'obligation est à proscrire, de-

vons-nous professer un respect infini pour l'éternelle paresse, pour la constante indolence de nos protégés et administrés ? Dilemme grave, problème épineux, dont nombre d'administrateurs, pressés par des colons légitimement impatients, ont, comme nous, connu l'obsession désagréable...

La presse coloniale, en France et à l'étranger, s'est toujours préoccupée de l'importante question de la main d'œuvre. Nous citerons l'extrait suivant d'un article paru, le 26 octobre 1926, dans les *Annales Coloniales*, sous le titre « Main d'œuvre indigène et développement colonial », parce que cet extrait situe, à notre avis, très clairement le problème :

« Délégué du Portugal à la Commission des Réparations, M. E-W. Fernandez, ancien Ministre des Colonies, a recherché dans un récent article du Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion, les moyens de concilier le rôle qui incombe aux nations colonisatrices, du fait de la possession des richesses latentes des colonies, avec la nécessité de recourir à la main d'œuvre indigène pour la mise en valeur desdites colonies. Il faut adopter un système, écrit-il, compatible avec la liberté telle qu'on doit la comprendre et qui ne doit pas être confondue avec l'encouragement à la paresse. L'évolution des noirs, en ce qui concerne leurs habitudes de travail, étant encore loin d'être terminée, une période de transition doit être prévue, dont il faut tenir compte.

« Si l'on veut développer les colonies africaines pour qu'elles apportent aux métropoles les matières premières dont celles-ci ont besoin, soit pour leur propre approvisionnement, soit pour les fournir à d'autres pays, on ne peut pas se passer du travail des in-

digènes. Qu'il soit nécessaire de réglementer les conditions de travail de façon à prévenir des abus de la part des employeurs, tous les coloniaux sont d'accord sur ce point. Qu'il faille chercher à suppléer à la main d'œuvre, dans tous les cas où cela est possible, par des moyens mécaniques, c'est évident. Que l'on doive autant que possible, et toujours d'une façon chaque fois plus large, avoir recours au travail entièrement libre, c'est-à-dire à un système de recrutement de main-d'œuvre pour les entreprises privées ne comportant pas l'intervention des agents gouvernementaux, c'est entièrement à souhaiter. S'il est de l'intérêt même des entreprises, grandes ou petites, de ne pas tarir la source de richesse la plus précieuse de toutes existant aux colonies, nous croyons que, dans les mesures de caractère international à prendre sur une question aussi importante et aussi délicate que celle de la main d'œuvre indigène, on doit prendre en considération qu'on ne favorisera pas l'investissement de capitaux dans les colonies en adoptant des mesures qui les empêchent de fructifier. »

L'on ne saurait résumer plus nettement le problème.

Nous estimons, quant à nous, que le droit de paresse ne saurait exister. Les premières victimes de ce droit seraient les indigènes eux-mêmes, dont seul l'effort peut amener le bien-être. Ce seraient aussi les colons, ceux de nos compatriotes que, par une propagande ardente, nous incitons sans cesse à aller exploiter nos ressources coloniales.

« J'essaie, a déclaré M. le Ministre Daladier, « d'orienter de toutes manières les capitaux, les tech-

niciens et les hommes vers la mise en valeur de nos colonies » (1).

De M. le Ministre Léon Perrier, mêmes déclarations : « Il nous faut de nombreux techniciens pour la mise en valeur des colonies, sans parler du problème de la main-d'œuvre spécialisée : maçons, mécaniciens, etc... que l'emploi d'un outillage indispensable rendra de plus en plus nécessaire. » (Discours prononcé en Novembre 1926 à l'ouverture de la cession du Conseil supérieur des Colonies).

N'avons-nous pas, dès lors, le devoir strict d'aider ceux qui suivent nos suggestions ?

La France, à laquelle les colonies doivent, en échange de tant de bienfaits, leur appoint économique, serait, elle aussi, atteinte. Entendons l'appel qu'hier encore M. le Ministre de l'Instruction Publique Herriot, adressait aux élèves des écoles coloniales d'Arts et Métiers : « Le franc menacé ne peut être sauvé que par un héroïque effort par le travail et la production accrue, la mise en valeur de toutes les ressources *humaines* et naturelles. Vous devez être les cadres et les dirigeants de l'armée du travail. »

Ce sont, en substance, les mêmes directives que nos Ministres des Colonies ont adressées aux Chefs de nos Possessions.

L'Humanité, elle-même, subirait le contre-coup d'une politique d'extrême faiblesse, puisqu'elle serait privée des ressources indispensables, spéciales au climat et à la latitude des colonies. Dans son ouvrage réputé, « Principes de colonisation et de législation coloniale (1^{re} partie, page 31) », M. le Professeur Gi-

(1) Débats Chambre des Députés, du 23 Déc. 1924, page 4170.

rault a rapporté cette vérité philosophique du juriconsulte de Ihéring : « Tout peuple n'existe pas seulement pour lui-même, il existe aussi pour les autres. La loi de la division du travail règle aussi la vie des nations. Tout sol ne produit pas tout, tout peuple ne peut pas tout. C'est par une aide et une expansion réciproques que se trouve balancée, chez les peuples, l'imperfection de chacun d'eux en particulier. La perfection n'éclate que dans l'ensemble de la communauté. »

Cette pensée du philosophe est à signaler particulièrement aux adeptes obstinés mais rares des théories rétrogrades de la diversité des races et de l'éternelle infériorité de la race noire. Il est vrai que l'observation suivante de Renan peut paraître suffisante :

« Le fait de la race, capital à l'origine, va toujours perdant de son importance. La race est quelque chose qui se fait et qui se défait... Il y a des hommes blancs, des hommes rouges, des hommes noirs, et ce ne sont pas des races ; ce sont des variétés d'une même race, d'une même espèce qui forment entre elles des unions fécondes et se mêlent sans cesse. Mais les hommes imaginent des races au gré de leur orgueil, de leur haine ou de leur avidité. »

Section II

Paragraphe B. — *Principes généraux appliqués au Togo*

Sur le même problème de la main d'œuvre, M. le Professeur Girault a écrit (ouvrage déjà cité, page 236) « Il faut garantir, d'une manière efficace, la liberté du travail, empêcher l'européen d'abuser de l'ignorance et de l'infériorité de l'indigène, d'autre part, protéger ce même Européen contre la mauvaise foi de l'indigène. »

La réglementation du travail au Togo est, dans ses grandes lignes, conforme à cet avis du Professeur Girault. Une combinaison ingénieuse de l'obligation et de la liberté du travail a été mise en œuvre par l'administration pour déterminer l'indigène à travailler.

Comme nous l'exposerons, l'obligation a été appliquée à 3 catégories d'indigènes : les retardataires obstinés de l'impôt, les prestataires et les prisonniers ; vis-à-vis de tous les autres indigènes on a usé de la seule persuasion.

1° Les collectivités ou individus qui, « par mauvaise volonté ou manque réel de moyens, sont dans l'impossibilité de s'acquitter de leurs impôts, sont tenus d'entreprendre, à leur bénéfice exclusif, des cultures vivrières ou industrielles. » Ce sont les termes de la circulaire du 4 juillet 1922, du Commissaire de la République (rapport 1923, page 106), qui, confirmant par circulaire du 27 octobre 1923 ses précédentes instructions, ajoutait : « Je renouvelle instamment cette recommandation en priant les Chefs de cercle et de subdivision d'user largement de la faculté qui leur est laissée de substituer la plantation obligatoire aux peines de prison et d'amende. » (Rapport 1923, page 106).

2° Les prestataires, pour l'exécution des travaux de construction de routes et de ponts d'intérêt général. La réglementation des prestations, objet de l'arrêté du 3 juillet 1922, est, en somme, modelée sur les lois métropolitaines des 21 Mai 1836 et 20 Août 1881. Les prestations sont, du reste, dues au Togo, aussi bien par l'Européen que par l'indigène.

Le passage suivant de la circulaire du 4 juillet 1922 du Commissaire de la République, commentant l'Ar-

rêté du 3 juillet 1922 est à citer (Rapport 1922, page 86) :

« Cet impôt pèse aussi bien sur les Européens que sur les indigènes mâles, valides, âgés de 18 à 50 ans. Vous vous attacherez à démontrer aux indigènes de votre circonscription que les prestations en nature n'ont rien de comparable à l'ancien impôt travail institué par les Allemands, impôt qui avait pour but, suivant leur politique de colonisation, l'exploitation intensive au profit de l'Allemagne, des gens et des choses du Togo. »

La faculté du rachat des 4 journées annuelles de prestation dues est, en fait, illimitée, contrairement à ce qui existe dans certaines autres colonies, comme Madagascar par exemple où la faculté de rachat est, sauf pour quelques catégories déterminées de contribuables, une faveur, ce qui se comprend d'ailleurs, étant donné l'extrême développement du réseau routier à entretenir et, d'autre part, la densité relativement faible de la population malgache.

Nous ouvrons, ici, une parenthèse pour signaler que lorsque les besoins en main d'œuvre de la colonisation européenne et indigène au Togo deviendront considérables — ce qui est fatal avec le développement que prennent, de plus en plus, les cultures riches d'exportation — un des moyens dont disposera l'Administration, pour aider au recrutement de cette main d'œuvre, sera comme à Madagascar, de ne réserver la faculté de rachat qu'aux indigènes liés à des colons par des contrats de longue durée.

L'article 40 du décret du 22 Septembre 1925 réglementant à Madagascar le travail indigène est, en effet,

ainsi libellé : « Les indigènes liés par contrat d'un an au moins sont autorisés à racheter leurs prestations dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Ils sont dispensés de la garde de nuit et des corvées dites de fokonoloma. Mais ils doivent prêter leur concours en cas d'accidents, incendies, inondations etc... »

Le système du rachat et d'exemption de corvée pour les rengagés paraît extrêmement habile et réaliste. Car les corvées et les prestations sont, au Togo comme dans les autres colonies, peu attrayantes pour les indigènes naturellement paresseux.

Au demeurant, jadis elles ne furent pas plus agréables en France. On a qu'à se rappeler le couplet enthousiaste, rapporté par Alexandre Dumas, dans son histoire de Marie-Antoinette et de Louis XVI, par lequel le peuple « corvéable et faillable à merci » accueillit le jeune roi qu'une réputation de libéralisme avait précédé sur le trône :

Nous n'irons plus au chemin
Comme à la galère
Travailler soir et matin
Sans aucun salaire.

Le roi, je ne vous mens pas
A mis bas la corvée
Oh la bonne affaire
O gué...

Mais revenons au Togo. La troisième catégorie des obligés au travail est représentée par les prisonniers, ce qui est normal et moral. Ils sont utilisés, soit à des travaux de voirie, soit à des plantations de vivres des-

tinées aux établissements pénitentiaires. Il est à signaler que l'Arrêté du 4 Novembre 1925 prévoit l'allocation de primes aux prisonniers ayant appris, pendant leur détention, un métier (charpentier, menuisier, maçon) leur permettant de se reclasser à leur libération.



La persuasion et l'exemple ont été les seuls moyens adoptés pour amener au travail les autres indigènes. Jusqu'à ce jour, les résultats obtenus ont été satisfaisants : les entreprises européennes et indigènes — très peu nombreuses, à cause du caractère plutôt familial des cultures — ont pu se procurer assez aisément les bras qui leur sont nécessaires. Le rapport de 1925 (page 5) indique qu'en 1924-1925, dix-sept exploitations comptaient 867 engagés. Le rapport de 1923 (page 6) signalait dix exploitations comprenant 198 ouvriers. Il faut certainement prévoir, pour l'avenir, le renforcement considérable des actuels effectifs d'engagés, ce qui nécessitera de nouvelles mesures et garanties au sujet desquelles nous nous expliquerons plus loin.

Section II

Paragraphe 3. — *Résumé de la réglementation du travail au Togo*

La réglementation du travail salarié fait l'objet du décret du 29 Décembre 1922 et des arrêtés d'application des 25 Mai 1923, 27 Octobre 1924 et 11 Décembre 1925.

Aux termes de ces textes, les contrats de travail de durée supérieure à trois mois doivent être enregistrés et visés par le Commandant de Cercle. Ce visa (obli-

gatoire à Madagascar, est facultatif en A.O.F.), le Commandant de cercle ne l'accorde que lorsque l'indigène, acceptant librement les conditions de rémunération stipulées, a été médicalement reconnu apte au travail convenu.

Lorsque l'engagé doit travailler, hors de sa circonscription, il est vacciné, avant son départ et a droit à son transport (en chemin de fer s'il en existe) du lieu de recrutement jusqu'au chantier extérieur. Il en est de même de son rapatriement, en fin de contrat ou en cas de renvoi pour maladie ou de licenciement pour toute autre cause que l'insubordination, le refus de travailler, sabotage, faute grave dans le service. L'engagé a, de plus, droit pendant un délai de route calculé à raison de 25 kilomètres par jour, à une indemnité de vivres de 2 fr. 50. L'employeur lui doit un logement convenable, des soins médicaux et pharmaceutiques. Il est d'ailleurs tenu, s'il occupe moins de cinquante travailleurs de posséder un dépôt de médicaments et objets de pansements d'usage courant; si l'effectif de travailleurs dépasse cinquante, il doit disposer d'une ambulance confiée à un infirmier et pourvue d'une proportion de lits égale à 5 % de l'effectif.

Avant de commencer tout travail sur un chantier situé en dehors de sa circonscription, l'engagé est à nouveau visité par le médecin qui, le cas échéant, peut prescrire ou son hospitalisation ou même son rapatriement en cas d'inaptitude définitive.

Les chantiers publics et privés sont visités inopinément et au moins une fois par trimestre par le commandant de cercle et le médecin européen. Ces agents contrôlent particulièrement les conditions hygiéniques

des installations, prescrivent les améliorations nécessaires, recueillent les doléances des engagés et vérifient les registres que les employeurs sont obligés de tenir.

Avant leur retour au village d'origine, en fin de contrat ou en cas de renvoi anticipé des chantiers, les travailleurs doivent se présenter au médecin qui leur délivre des laissez-passer sanitaires. Mention de toutes ces visites est consignée par le médecin au livret du travailleur ainsi qu'à un registre dit d'incorporation. Enfin, des comptes rendus périodiques, des relevés du registre de contrat sont adressés au Commissaire de la République et au Chef du Service de Santé pour leur permettre de suivre l'exécution du contrôle réglementaire.

Outre les sanctions d'amende et de dommages-intérêts, pouvant être prononcées par le conseil d'arbitrage en ce qui concerne les contestations relatives aux contrats ou par les tribunaux de droit commun, s'il s'agit de délits ou contraventions, les employeurs « ayant subi une condamnation pour mauvais traitement envers les engagés, manquements graves aux obligations du contrat, contrat fictif... encourrent l'annulation de leurs contrats, et l'interdiction, par décision du Gouverneur en Conseil d'Administration, de procéder à tout nouveau recrutement, pendant une période de deux ans au maximum » (article 33 du décret du 29 Décembre 1922).

Ajoutons que parmi les conditions spéciales portées au contrat de travail type et au livret type établis par les arrêtés des 28 Mars 1923 et 27 Octobre 1924. (Rapport 1923 page 138) figurent deux clauses importantes : 1° en cas de licenciement pour une cause autre qu'insu-

bordination, refus de travail, sabotage et faute grave dans le service, versement comme indemnité à l'engagé de dix journées de salaire ou d'un mois de gage selon que le salaire prévu au livret est journalier ou mensuel ; toutefois, dans ce dernier cas, si la durée de l'engagement est inférieure à six mois, l'indemnité due ne sera que d'un demi mois ;

2° « Gratuité acquise aux travailleurs des médicaments et soins médicaux obligatoires jusqu'à guérison complète, ainsi que paiement du salaire pendant les huit premiers jours de la maladie, contractée en service ou à l'occasion du service. »

Dans le rapport de 1922 (page 5), l'Administration dit s'être inspirée, pour cette réglementation, « de la règle tracée par l'article 23 du traité de Versailles en vue d'assurer et de maintenir des conditions de travail équitables et humaines. »

Il n'est pas douteux que les textes intervenus comportent des résultats appréciables pour les travailleurs. Mais ces avantages suffiront-ils à l'avenir pour déterminer un nombre considérable d'indigènes à offrir leurs bras ? Déjà le rapport de 1925 (page 5) déclare que « les offres d'engagement ont été moins nombreuses » et que cela tient, d'une part, à la culture du coton, entreprise depuis deux ans par les Cabrais et Lossos, culture occupant une partie de la main d'œuvre qui jadis cherchait dans le bas Togo des moyens d'existence ; d'autre part, à la création, par l'Administration, de plusieurs villages peuplés par les familles Cabrais Lossos et absorbant, ainsi, l'excédent de population de ces tribus qui s'expatriait autrefois. Et le même rapport ajoute ; « si les engagements continuent à aug-

menter dans le cercle de Sokodé, on peut prévoir que les employeurs devront prochainement majorer leur prix pour obtenir de la main d'œuvre. »

Le bulletin économique du deuxième trimestre 1926, publié au Journal Officiel du Togo, reconnaît implicitement que le recrutement devient très difficile ; il indique même que l'un des effets favorables de l'outillage aratoire introduit à la station officielle de Nuatja sera de diminuer le nombre des travailleurs nécessaires. (Voir citation commentée au paragraphe D du chapitre I, troisième partie).

Il importe de souligner que, pour faciliter le recrutement des manœuvres nécessaires aux chantiers administratifs, l'Administration vient d'instituer par arrêté du 29 Juin 1926 une prime dite de « fin d'engagement » fixée à Un franc par journée de travail accomplie sur les chantiers (article 3) « les journées d'exemption de travail pour raison de santé ne venant pas en déduction dans le décompte des primes (article 4).

Cette prime est bien faite pour inciter les indigènes à s'engager et il serait désirable que les particuliers suivissent l'exemple donné par l'Administration.

Pour stimuler l'offre de main d'œuvre, il faudra, à notre sens, une amélioration constante de la situation du travailleur. D'autres mesures peuvent demain s'imposer à cet effet, sous la forme de garanties nouvelles, d'ordre statutaire, garanties que les décrets du 22 Octobre et du 22 Septembre 1926 ont déjà en grande partie assurées aux travailleurs de l'A.O.F. et de Madagascar.

Avant d'énumérer ces futures améliorations, que

l'Administration locale, très avisée, a certainement déjà envisagées, nous croyons devoir signaler que leur réalisation serait très aisée puisque l'article 5, paragraphe II, du décret du 29 Décembre 1922 prévoit que de simples arrêtés du Commissaire de la République inséreraient au contrat de travail toutes clauses dont la nécessité viendrait à se révéler.

Voici quelques-unes des améliorations qui, en aidant le recrutement, favoriseraient, selon nous, l'avenir économique du pays :

1° Fixer administrativement la durée de la journée du travail et déclarer obligatoire le repos hebdomadaire.

Dans son rapport de 1922 (page 6), l'Administration disait avoir seulement « différé de prendre alors une décision à cet égard, parce qu'il importait, pour cette fixation, d'attendre que les conditions de vie de l'ouvrier se soient améliorées et que son éducation soit assez avancée. »

Cette fixation est, aujourd'hui, chose faite en A.O. F. où les conditions d'existence de l'indigène sont identiques à celles du Togolais.

Les articles 5 et 17 de l'arrêté du 29 mai 1926 du Gouverneur Général de l'A. O. F. réglant l'application du décret du 22 octobre 1925, prévoient, en effet, que « les Lieutenants Gouverneurs de chaque colonie fixeront, par arrêté pris en Conseil d'Administration, après avis des offices du travail, des conseils de notables, des Chambres de Commerce et des Chambres d'Agriculture et d'Industrie, la durée de la journée de travail et les conditions dans lesquelles pourraient intervenir les dérogations pour les exploitations agrico-

les et les établissements commerciaux et industriels. » La même procédure est prévue pour la détermination des conditions d'application du repos hebdomadaire.

Notons aussi que les articles 21 et 23 du décret du 22 septembre 1925, réglementant le travail indigène à Madagascar, contiennent des dispositions semblables.

Pour tenir compte des usages des différentes régions du Togo, peut-être la constitution, comme en A.O.F. et à Madagascar, d'un Office du travail par circonscription serait-elle utile, à cause des avis judicieux que donneraient ces organismes où voisineraient européens et indigènes.

2° Fixer administrativement les taux minima de salaires.

Cette fixation est prévue en A.O.F. et à Madagascar par les décrets précités (Voir art. 18 de l'arrêté du 29 Mars 1926 du Gouverneur général de l'A.O.F.).

3° Réglementer le travail à la tâche, mode qui plaît à nombre de travailleurs et qui convient particulièrement à certaines entreprises. Les décrets sus-indiqués régissent ces dispositions pour l'A.O.F. et Madagascar.

4° Réglementer le droit à une portion de salaire, à la nourriture et au logement, des travailleurs tombés malades ou accidentés.

Nous avons plus haut relevé que, déjà, une des conditions spéciales prévues au contrat type établi par l'arrêté du 27 Octobre 1924, a trait au droit, pour le travailleur, « à la gratuité des médicaments et soins médicaux jusqu'à guérison complète ainsi qu'au salaire pendant les huit premiers jours de la maladie contractée en service ou à l'occasion du service ».

Une autre clause insérée au rapport de 1923 (page

138) prévoit également que l'employeur est tenu « d'assurer le rapatriement de l'employé, en cas de maladie grave ou d'accident provenant ou survenu en cours de travail, sans préjudice des réparations civiles que pourraient ordonner les tribunaux. »

Mais l'obligation, pour l'employeur, de payer huit jours de salaire aux malades et accidentés est-elle suffisante ?

Peut-être conviendrait-il d'adopter au Togo le principe admis en A.O.F. du droit pour l'accidenté, « à une portion du salaire déterminée par l'autorité administrative et pendant une durée à fixer par la même autorité » (article 9 et 17 de l'Arrêté du 29 Mars 1926). Cette formule est souple puisqu'elle permet à l'Administration d'adapter le dédommagement au degré de gravité de la maladie ou de l'accident.

A Madagascar, d'après les articles 46, 47 et 48 du décret du 22 Septembre 1925, le malade ou accidenté a droit « au demi-salaire pendant un mois au maximum... sous réserve des suites judiciaires que pourrait entraîner l'accident ou la maladie, cause de l'indisponibilité. »

A notre avis, les textes sus-mentionnés de Madagascar et du Togo, attribuant aux Tribunaux compétence pour fixer les indemnités, sont, en fait, moins avantageux pour le travailleur que le texte intervenu pour l'A.O.F. En effet, la législation ouvrière française n'étant pas applicable aux Colonies autres que les Antilles et la Réunion, la garantie forfaitaire, couvrant les accidentés en France, ne saurait être invoquée par les indigènes devant les Tribunaux. Les accidentés n'ont de recours contre leur employeur que s'ils peuvent

établir, dans les conditions de preuves du droit commun, que l'accident est dû à la faute ou à la négligence de celui-ci. L'impossibilité dans laquelle se trouvent les travailleurs pour administrer cette preuve, aboutit, en fait, à soustraire l'employeur à toute responsabilité.

A la différence des Tribunaux, qui ne peuvent statuer que conformément au droit écrit, l'Administration peut, comme le Conseil d'Etat, trancher *en équité* les conflits qui lui sont soumis, d'où l'avantage du Décret intervenu pour l'A.O.F.

5° Instituer au profit de la famille de l'employé mort sur les chantiers ou d'une maladie contractée sur un chantier, le principe d'une indemnité funéraire qui serait fixée, comme en A.O.F. par l'autorité administrative et dont « le taux différerait suivant que le décès est dû à une cause naturelle où résulte d'un accident du travail » (Article 29 de l'Arrêté du 29 Mars 1926).

Il n'est pas sans intérêt de relever que le même principe semble être suivi à Madagascar, à en juger par l'extrait suivant d'un article paru dans le Journal « La Presse Coloniale » du 7 Août 1926 commentant les clauses du cahier des charges approuvées pour l'exécution du chemin de fer de Fianarantsoa à la Côte Est : « Lorsque les travailleurs auront été blessés au cours du travail, l'entrepreneur continuera à payer l'indemnité forfaitaire de quatre francs pendant toute la durée de l'incapacité de travail permanente, partielle ou totale, ou en cas de décès consécutif à un accident du travail, l'entrepreneur devra payer au travailleur ou à ses ayants-droit une indemnité dont le

montant sera fixé par un barème établi par le Gouverneur Général. »

6° Fixer un délai maximum pour l'exécution des jugements du conseil d'arbitrage.

L'article 23 du décret du 29 Décembre 1922 relatif au fonctionnement du conseil d'arbitrage, au Togo, n'impartit au Secrétaire chargé de l'exécution des condamnations prononcées, aucun délai maximum. L'article 82 du décret du 22 Septembre 1925, intervenu pour Madagascar, fixe un maximum de huit jours pour l'exécution des jugements des conseils d'arbitrage, ce qui est une réelle garantie, aussi bien pour l'employeur que pour l'employé.



Ce rapide exposé de la réglementation du travail au Togo montre que des avantages réels sont déjà assurés aux travailleurs. Cela ressort surtout si l'on compare leur sort actuel à celui qui leur était réservé sous l'administration allemande.

En effet, avant 1914, conformément à l'article 17 de l'Ordonnance du Chancelier d'Empire, du 22 Août 1896, les domestiques et engagés encouraient « des châtimens corporels avec ou sans la peine des fers jusqu'à quinze jours, sur la demande de leurs maîtres ou patrons pour manquemens répétés à leurs devoirs, ou paresse, mutinerie, abandon sans motif de leur service, ou toute autre infraction importante commise à l'occasion de leur travail. »

Le rapport de 1921 (page 53) précise que ces châtimens étaient prononcés disciplinairement, c'est-à-dire par l'autorité administrative. Il convient de signaler

que l'occupation française supprima cette ordonnance de 1896 et que, aujourd'hui, seuls les conseils d'arbitrage ou les tribunaux de droit commun sont qualifiés pour statuer sur les conflits de travail.

Les diverses améliorations ci-dessus répondent certainement aux nécessités actuelles et à venir.

L'Administration envisage d'ailleurs l'évolution de la législation existante. Dans son rapport de 1922, page 73, elle écrit en effet : « Nous garderons le souci constant d'aider à l'évolution de nos administrés, en leur ménageant, par une législation appropriée les étapes successives convenablement échelonnées dans le temps qui leur permettront un jour d'accéder à notre niveau. »

Cette claire affirmation d'idéalisme égalitaire implique donc que le travailleur, qu'il soit blanc, jaune ou noir, doit être législativement protégé et garanti. Ce devoir de protection est peut-être plus impérieux pour l'Administration Coloniale, tutrice de collectivités primitives.

Le travail forcé étant à proscrire absolument, ces garanties statutaires (repos hebdomadaire, majoration du tarif des heures supplémentaires, assurances contre maladies et accidents, etc...) s'imposent d'elles-mêmes si l'on veut provoquer les offres de main d'œuvre indispensables aux entreprises privées notamment (1).

Peut-être même serait-il profitable d'organiser dans

(1) Nous estimons tout à fait opportunes, pour l'exécution même des travaux d'intérêt général conditionnant la mise en valeur des colonies, les dispositions des décrets de 1925 et Novembre 1926 autorisant les Gouverneurs généraux de Madagascar et de l'Afrique occidentale à mobiliser en quelque sorte, sur les chantiers, en les payant au taux des salaires locaux, les indigènes nserits pour le service militaire et non appelés à la caserne.

tous les groupes de colonies, sous la haute direction des Gouverneurs généraux, un service spécial chargé de suivre toutes les questions touchant la main d'œuvre indigène, de hâter et d'uniformiser, le plus possible, le statut des travailleurs.



CONCLUSIONS

Parvenu au terme de notre étude, quelles conclusions lui donner ?

Nous avons exposé, après la situation économique trouvée au Togo, en 1920, par le Mandat Français, les résultats brillants atteints, dès 1925, grâce à une politique de liberté et de confiante collaboration envers nos protégés, politique répondant — nous l'avons démontré — à la conception traditionnelle, infiniment plus humaine qu'utilitaire, de la République Française.

Comme le disait récemment M. le Gouverneur Général Varenne, ceux qui représentent la France ont « partout et toujours le dessein de se montrer de bons ouvriers du progrès humain », et la France « qui a lutté et souffert pour le triomphe des principes de justice et d'humanité, ne voudrait encourir, aux Colonies, le déshonneur de les avoir un moment mécon nues ». L'œuvre française de Civilisation « apparaît, après l'expérience de la « guerre, posséder valeur d'axiome », disait le distingué directeur des Affaires Economiques du Ministère des Colonies, M. Régismanset, dans une récente conférence à l'Ecole Coloniale.

L'absence de tout but égoïste au Togo, l'évidente préoccupation de la France d'amener, par le travail et l'enseignement, les Togolais à la civilisation, ont été

reconnues par tous ceux que n'aveugle aucun parti pris de critique. La Société des Nations n'a-t-elle pas, du reste, à plusieurs reprises, manifesté à la France et à son Commissaire au Togo, sa complète approbation et son entière confiance ?

Notre conclusion ne peut être que ce pronostic ; gagné par une telle politique, l'avenir économique du territoire est assuré.

Sans doute, le Mandat Français n'est pas éternel. Quelle qu'en soit la durée, la France, tutrice sociale, ne sera jamais oubliée des populations togolaises.

Écoutons un de leurs interprètes, le chef d'Anecho :
« Depuis l'arrivée des Français, nous commençons à vivre en paix. Tout le produit de notre travail nous appartient... Contrairement aux Allemands, les Français nous poussent au travail, mettant les moyens de travail à notre disposition... Ils prennent soin de notre santé. Ils se préoccupent de l'instruction de nos enfants... La justice est rendue d'une façon impartiale, petits et grands, riches ou pauvres, tous sont égaux devant leurs tribunaux. » (Rapport de 1922, page 226).

L'humanité et la générosité de la France laissent partout des traces ineffaçables.

Près de deux siècles se sont écoulés depuis la perte du Canada ; sur aucune autre terre étrangère pourtant, le Souvenir Français n'est plus vivace.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Développement de la production du Togo

depuis le Mandat Français (1920-1925)

CHAPITRE I. — Statistiques douanières comparatives des importations et des exportations. Commentaires	15
CHAPITRE II. — Politique économique appliquée au Togo par la France	22

DEUXIEME PARTIE

Des questions domaniales et foncières au Togo

*Le problème de la terre. Colonisation indigène
Colonisation européenne*

CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — Les conceptions indigènes en matière foncière	29
<i>Section II.</i> — Réglementation allemande ..	31
<i>Section III.</i> — <i>Réglementation française :</i> 1. Domaine public et privé ; 2. Conditions d'aliénation du domaine privé ; 3. Questions des réserves indigènes. Controverse	35
CHAPITRE II. — <i>Colonisation indigène :</i> <i>Section I.</i> — Ses difficultés et divers modes d'installation	40
<i>Section II.</i> — Evolution de la propriété indigène	46
<i>Section III.</i> — Immigration cabraise-lossos.	49

CHAPITRE III. — <i>Colonisation européenne.</i> — Son état actuel. Son avenir. Son rôle édu- catif	52
--	----

TROISIEME PARTIE

Rôles et efforts des divers services coopérant à la mise en valeur du Togo. Politique financière

CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — Rôle des comman- dants de cercle et des chefs indigènes.	56.
Concours agricoles	59
<i>Section II.</i> — <i>Rôle des services agricoles.</i> — a) généralités ; b) stations agricoles ; c) champs témoins ; d) outillage agricole ; e) champs communs ; f) associations agricoles ; g) école des moniteurs et apprentis agricoles	60
<i>Section III.</i> — a) inspection des produits agricoles ; b) des taxes douanières	67
<i>Section IV.</i> — a) rôle des instituteurs ; b) enseignement professionnel	69
<i>Section V.</i> — Voies de communication	76
<i>Section VI.</i> — Question minière	80
<i>Section VII.</i> — Assistance médicale	81
CHAPITRE II. — <i>Politique financière appréciée sous l'angle économique</i>	84

QUATRIEME PARTIE

La question de la liberté du travail Problème de la main d'œuvre

CHAPITRE I. — <i>Section I.</i> — Considérations gé- nérales sur le travail humain	90
---	----

Section II. — Réglementation du travail au Togo :

1. Considérations générales sur le problème de la main d'œuvre	94
2. Principes généraux appliqués au Togo .	99
3. Résumé et commentaire de la réglementation du Togo	103
CONCLUSIONS	115
Table des matières	117

Vu :
Le Président,
M. PERREAU.

Vu :
Le Doyen,
M. BERTHELÉMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
PAUL LAPIE.

